

Lettre 65 – Septembre 2023



L'arrivée des élections dans différents pays et la montée des thèses politiques de « la droite et l'extrême droite » dans différents pays européen mais aussi dans le monde, fait remonté dans les médias la question des « migrants », et contribue largement à brouiller certains aspects de l'union européenne. Les migrants constituent els bouc émissaires de divers partis politiques. On oublie qu'il ne s'agit pas de « migrants », mais de personnes, femmes, hommes enfants, qui se déplacent pour des raison de survie. Ce ne sont pas des « entités », ni des « groupes de telle race ou de telle religion », ce sont des individus, des humains. Ce sont des personnes qui perdent les lieux où ils habitent, leur maison, leur proches – faille et amis , qui partent sans connaitre la langue, ni les coutumes, ni la culture. Ce sont des personnes qui arrivent avec leur culture , leur dynamisme, leur ouverture à un monde nouveau, avec leurs connaissances, et avec une expérience, inscrite dans leur corps, de la douleur physique, du doute, mais avec une formidable espérance et qui croient à la liberté de vivre ainsi qu'à la solidarité entre les humains.

Michel Girard

CERCLES DE SILENCE	2
France.....	3
Frontière France – Italie	4
La France ne respecte pas ses obligations internationales	5
A propos de la loi future sur l'immigration	5
Angers	6
Bonchamp-lès-Laval	7
Boulogne	8
La Ciotat.....	8
Montpellier.....	8
Ouireham	9
Paris.....	9
Peuplingues	10
Rennes.....	10
Lyon.	10
Saint-Brévin-les-Pins	11
Saintes	11
Manche.....	12
MÉDITERRANÉE.....	13
Ocean Viking.....	13
Sea Punks et Nadir	14
UNION EUROPÉENNE	14
La Commission européenne défend son partenariat migratoire avec la Tunisie	14

Demandes d’asile en augmentation.....	15
Frontex non condamnée.....	15
Allemagne.....	16
Belgique.....	17
Chypre.....	17
Croatie.....	19
Espagne.....	19
Grèce.....	19
Italie.....	20
Lampedusa.....	21
Pologne.....	21
Slovaquie.....	22
EUROPE.....	23
Biélorussie.....	23
Bosnie-Herzégovine.....	23
Chypre.....	23
Royaume-Uni.....	24
Serbie.....	28
INTERNATIONAL.....	28
ASIE.....	29
Liban.....	29
AFRIQUE.....	29
Cap vert.....	29
Libye.....	30
Sénégal.....	31
Tunisie.....	31
AMERIQUE.....	32
Honduras.....	32
Mexique.....	33
Panama -Colombie.....	33
USA.....	34

CERCLES DE SILENCE

Cette année, un grand nombre de cercles de de silence vont fêter – tristement - leur **15^{ème} année**. Je vous propose pour cela, **de publier les photographies, que vous voudrez bien m’envoyer**
page2

(sans oublier que les personnes présentent acceptent d'être publiées sur la photo en question). Voici une photo du cercles de silence de :



Gap

FRANCE

La France accueille, lundi 4 septembre 2023, au moins **cinq Afghanes** – dont une accompagnée de trois enfants – **menacées par les taliban** et exilées au Pakistan. Cette opération d'évacuation a été réclamée de longue date par leurs soutiens. Ces femmes et enfants doivent atterrir lundi après-midi à l'aéroport parisien de Roissy, plusieurs mois après avoir fui le régime taliban qui a repris le pouvoir en Afghanistan à l'été 2021. Anciennes directrice de l'université des Sciences, consultante pour des ONG, présentatrice de télévision ou encore enseignante dans une "*école secrète de Kaboul*", elles ont en commun de ne pas avoir pu bénéficier des ponts aériens vers les pays occidentaux lors de la chute du pouvoir aux mains des Taliban. Et d'avoir dû fuir par leurs propres moyens vers le Pakistan, limitrophe. "*Selon les consignes données par le président de la République, une attention toute particulière est portée sur des femmes prioritairement menacées par les Taliban parce qu'elles ont eu des positions importantes dans la société afghane (...) ou des contacts étroits avec les Occidentaux. C'est le cas des cinq femmes qui arrivent aujourd'hui*", a indiqué le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), organe sous tutelle du ministère de l'Intérieur. Dès leur arrivée, ces femmes seront hébergées d'abord dans un centre de "transit" en région parisienne, enregistrées comme demandeuses d'asile puis orientées vers des hébergements "*de longue durée*", le temps que l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) statue sur leurs dossiers, a-t-il précisé. "*À bas bruit, l'opération Apagan* (d'exfiltration des Afghans vers la France) *continue*", ce genre d'opération d'évacuation est "*amené à se reproduire si d'autres femmes correspondant à ce profil ont trouvé refuge au Pakistan*". Pourtant, si ces arrivées constituent "*une bonne nouvelle*", elles ne sont "*pas le fruit d'une décision politique*" mais ont été "*obtenues de haute lutte*" par des militants qui ont bataillé "*pour obtenir des visas*" à ces femmes, a déploré la directrice générale de France terre d'asile, dont un centre les accueillera dans un premier temps. L'association, qui soutient depuis plusieurs mois les appels à exfiltrer ces femmes, demande un "*programme d'accueil ad hoc plus large*", elle estime à des "*centaines*" le nombre d'Afghanes "*cachées*" au Pakistan. À l'été 2021, le président Emmanuel Macron avait promis que la France resterait "*aux côtés des Afghanes*", en pleine opération d'évacuation – 15 769 personnes entre le printemps 2021 et fin juillet 2023, selon les autorités. Deux ans plus tard, "*les femmes, en particulier les femmes seules et qui ne disposaient pas de l'entregent nécessaire, ont été largement délaissées*", avait déploré fin avril 2023 dans une tribune au Monde, le collectif Accueillir les Afghanes, notamment piloté par des journalistes. "*Pour elles, il ne subsiste aujourd'hui que des initiatives ponctuelles, menées souvent à bout de bras par des journalistes, des chercheurs, des organisations, pour leur permettre de quitter l'Afghanistan au compte-gouttes*", avait regretté le collectif, appelant la France à mettre en place un programme d'accueil humanitaire "*d'urgence*". Depuis son retour au pouvoir, le régime taliban a progressivement réduit les droits des Afghanes qui ne peuvent plus être scolarisées après 12 ans,

page3

accéder aux universités ni aux parcs ou aux salles de sport. Les femmes, qui doivent se couvrir entièrement lorsqu'elles sortent de chez elles, n'ont plus le droit, également, de travailler pour les ONG et sont exclues de la plupart des postes de fonctionnaires. L'évacuation sera-t-elle suivie d'autres, plus conséquentes ? Sollicités, ni le Quai d'Orsay, ni l'Élysée n'ont souhaité s'exprimer. Et sans prise de position du gouvernement, déplore France terre d'asile, l'opération n'a en tout cas pas valeur d'"engagement de la France".

FRONTIERE FRANCE – ITALIE

Des nouvelles unités de forces mobiles, policiers ou gendarmes, seront prochainement déployées dans les Alpes, à la frontière avec l'Italie pour empêcher les traversées irrégulières de migrants, a annoncé le ministère de l'Intérieur. Cette augmentation des passages vers la France s'explique par une hausse des arrivées sur les côtes sud de l'Italie après la traversée de la Méditerranée. Beaucoup d'exilés cherchent ensuite à poursuivre leur route vers la France, l'Allemagne ou encore l'Angleterre.

La France a annoncé mardi 12 septembre 2023 l'envoi **de renforts pour lutter contre l'immigration clandestine à la frontière avec l'Italie**, où la pression ne cesse d'augmenter. "*Nous avons une augmentation de 100 % des flux, qui touche les Alpes-Maritimes et l'ensemble des Alpes*", a affirmé le ministre de l'Intérieur français, après une visite au poste frontalier de Menton. Les unités de forces mobiles, policiers ou gendarmes, passeront de deux à quatre, pour atteindre un total de plus de 200 agents. Les militaires affectés à la reconnaissance nocturne en montagne dans le cadre de l'opération Sentinelle passeront, eux, de 60 à 120 et les effectifs douaniers seront aussi doublés, a assuré le ministre. Cette augmentation des passages s'explique par le nombre de migrants arrivés sur les côtes italiennes cette année. Depuis janvier, plus de 115 000 personnes ont débarqué en Italie, contre près de 50 000 à la même période de 2022, selon les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Beaucoup de ces exilés cherchent ensuite à poursuivre leur périple vers la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni en traversant les Alpes. Ces passages frontaliers sont un sujet ultra-sensible, depuis des années, dans les relations franco-italiennes. En mai, des drones avaient déjà été déployés pour surveiller les passages dans cette zone. Un mois plus tôt, la Première ministre avait annoncé le renfort de 150 policiers et gendarmes.

Un **projet de loi sur l'immigration**, qui doit être débattu au Sénat à l'automne, prévoit **d'élargir la bande de territoire au sein de laquelle les migrants peuvent être refoulés**, actuellement fixée à **20 km**. "*Beaucoup de moyens technologiques, une meilleure organisation et au printemps, je l'espère, une législation qui nous aidera à lutter davantage*", a ainsi énuméré le ministre, tout en reconnaissant que de nombreux facteurs comme **l'instabilité dans le Sahel allaient encore renforcer la pression migratoire**. Selon les autorités, le nombre de mineurs non accompagnés (MNA) qui arrivent de l'Italie explose. Entre le 1er janvier et le 16 août 2023, plus de **3 600 jeunes ont fait l'objet d'un placement dans un foyer du département des Alpes-Maritimes**, d'après les chiffres de la préfecture, contre 1 793 à la même période de 2022. La majorité sont originaires de Guinée, de Côte d'Ivoire, de Tunisie ou du Soudan.

Les ONG présentes des deux côtés de la frontière s'alarment de cette militarisation de la frontière qui pousse les exilés à emprunter des voies toujours plus dangereuses pour éviter les contrôles de police. "*Habituellement, les personnes qui passent viennent à pied ou par le train*". "*Là, on trouve 15 personnes qui se sont mises en danger pour passer la frontière. C'est une conséquence du contrôle de plus en plus dur mis en place*" dans la zone. Côté italien, l'antenne de Médecins sans frontières (MSF) basée à Vintimille alerte aussi sur les pratiques de refoulement dans cette zone frontalière. D'après des témoignages recueillis par l'ONG, **des refoulements à caractère "systématique" touchent des mineurs non accompagnés**, voire séparent des familles.

LA FRANCE NE RESPECTE PAS SES OBLIGATIONS INTERNATIONALES

Le 25 août 2019, un jeune pakistanais de 16 ans est entré sur le territoire français. Pourtant muni des originaux de son acte de naissance et de sa carte d'identité pakistanaise, sa minorité n'a pas été reconnue par les autorités françaises. Dans l'attente que les juges statuent sur sa minorité lors de ses différents recours en justice, cet enfant a vécu près de 18 mois sans hébergement, sans aucune prise en charge et sans aucun moyen de subsistance. Saisi de cette situation dramatique, le **Comité des droits de l'enfant** (organe international chargé de surveiller la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant) a, le 25 janvier 2023, constaté que **l'Etat français a violé plusieurs articles de cette convention**.

Il s'agit notamment de :

- la violation des garanties attachées à l'intérêt supérieur de l'enfant et au droit à l'identité
- des droits d'obtenir une protection et une aide spéciales de l'Etat afin de ne pas être soumis à des traitements inhumains et dégradants.

Le Comité a notamment demandé à la France de garantir que toute procédure visant à déterminer l'âge de jeunes gens affirmant être mineurs soit conforme à la Convention. Plus particulièrement, un représentant légal doit être désigné sans délai, les documents d'identité présentés doivent être pris en considération et leur authenticité reconnue dès lors qu'ils ont été établis par les autorités du pays concerné ou que celles-ci ont confirmé *a posteriori* leur validité. La France doit aussi permettre un recours efficace et accessible, qui implique donc qu'en cas de contestation de sa minorité, **les jeunes qui prétendent avoir moins de 18 ans soient considérés comme des enfants et bénéficient de la protection des enfants pendant toute la procédure**. Malgré l'urgence, pour des milliers d'enfants, de mettre en œuvre la Convention internationale des droits de l'enfant, **le gouvernement français fait la sourde oreille**. L'Etat français devait informer le Comité des mesures prises, afin de **donner effet à ses constatations, dans un délai de 180 jours** à compter de cette décision. **Le délai est arrivé à terme ce 25 juillet : rien n'a été réalisé**, aucune annonce n'a été faite, les droits de ces enfants sont quotidiennement bafoués. En parallèle, les Observations finales du Comité des droits de l'enfant pour le 6ème examen périodique de la France ont été publiées le 2 juin. Parmi ses recommandations, et pour la seconde fois en 2023, le Comité enjoint la France d'adopter des mesures urgentes notamment pour les mineurs non accompagnés et les enfants ultramarins. La France doit respecter la décision du Comité. Elle ne peut balayer d'un revers des mains ses obligations quant à la mise en application de la Convention internationale des droits de l'enfant qu'elle a ratifiée en 1990. Il n'est plus possible d'attendre, chaque enfant présent sur notre territoire national doit effectivement jouir de ses droits fondamentaux.

A PROPOS DE LA LOI FUTURE SUR L'IMMIGRATION

Une tribune, publiée dans « Libération » et signée par 35 parlementaires français, demandant que la future loi immigration inclut une **régularisation des travailleurs sans papiers** paraît le mardi 12 septembre 2023. Parmi les signataires, 10 députés de la majorité présidentielle (Renaissance et MoDem), aux côtés d'élus plus habitués à ce genre de prise de position, écologistes, communistes, socialistes : l'aile gauche de la majorité de Liot (Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires) et de la Nupes (Nouvelle union populaire écologique et sociale), sous le patronage de Pascal Brice, ancien patron de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale sait que la tribune qu'il cosigne va faire parler... et c'est bien l'objectif : « *Nous affirmons une position pour sortir d'une grande hypocrisie. Il y a beaucoup de personnes étrangères sans papiers qui font tourner un certain nombre de secteurs d'activité, le bâtiment, les travaux publics, la propreté, l'hôtellerie et de la restauration. Mais ils sont*

tenus dans une grande précarité, dans une situation de non-droit. Il faut sortir de cela ». Ils y exigent « des mesures urgentes, humanistes et concrètes pour la **régularisation des travailleurs sans papiers** » et « celles et ceux qui sont présents sur le territoire national et qui sont **empêchés de travailler faute de papiers** ». Initialement, c'était un volet du futur projet de **loi immigration**. Mais sa **suppression plane** depuis plusieurs semaines, tant il constitue une « ligne rouge » pour la droite. « Le président et la Première ministre veulent faire sauter ce point », confirme un membre du gouvernement. Mais il y aurait des « garanties » de Matignon sur le maintien de cette mesure. Depuis la révélation de son existence, cette tribune en forme de coup de pression de l'aile gauche de la majorité divise le camp présidentiel. La crainte à gauche et dans une partie de la majorité, c'est que la loi immigration, sans cesse repoussée par le ministre de l'Intérieur qui cherche des soutiens à droite, perde en route le peu d'acquis esquissés pour les sans-papiers. Le président du groupe socialiste y voit aussi une prise de conscience dans le versant gauche de la Macronie : « Peut-être est-il en train de se rendre compte que la gauche et la droite, ce n'est pas la même chose. Donc, la conclusion : il s'oppose au gouvernement qu'il est censé soutenir ». Mais au PS certains font la moue. Ils y voient un risque de manipulation venue de l'exécutif et rejettent surtout la partie répressive du texte dessinée jusque-là par le gouvernement. « On pense qu'on va pouvoir séduire les uns à droite en ayant des mesures très dures et de l'autre côté séduire la gauche parce qu'on aura des mesures dites sucrées, les essuie-glaces sur des sujets de valeurs et de principes, ce n'est pas possible », déplore un député de l'Essonne. Le sujet divise d'ailleurs à la Nupes. Contrairement à ses alliés, la France Insoumise a refusé de signer la tribune, alors qu'elle avait participé aux réunions préparatoires.

Le projet de loi du ministre de l'intérieur doit être présenté au sénat le 6 novembre 2023, puis à l'assemblée en décembre 2023 ou janvier 2024.

<https://www.leparisien.fr/politique/immigration-aile-gauche-de-la-macronie-et-nupes-main-dans-la-main-11-09-2023-G2MSI7F4RJEQBGSOLG6XN7M2YA.php>

<https://www.rfi.fr/fr/france/20230912-france-des-d%C3%A9put%C3%A9s-de-la-majorit%C3%A9-et-de-la-gauche-r%C3%A9clament-la-r%C3%A9gularisation-de-travailleurs-sans-papiers>

ANGERS

Le **Dispositif expérimental d'hébergement national (DENH)**, structure d'accueil, gérée par la fondation Le Refuge sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, **accueille** depuis 2019, une trentaine de **réfugiés LGBT** du monde entier pour une durée d'un an à un an et demi. Une fois leur demande d'asile acceptée par l'OFPRA, c'est l'Office français de l'immigration et l'intégration (OFII) qui oriente des candidats à Angers. Ils doivent avoir en 18 et 30 ans. Congolais, Tunisiens, Syriens, Russes... Parmi les 79 réfugiés, tous ont dû fuir leur pays d'origine en raison de leur orientation sexuelle. 69 pays criminalisent encore les relations homosexuelles dont onze les punissent de la peine de mort, comme le Soudan, la Mauritanie ou la Somalie. À Angers, le DENH s'est fixé une triple mission : accompagner l'insertion professionnelle des réfugiés (la moitié travaillent actuellement), les aider dans leur gestion administrative via des ateliers pratiques (remplir ses impôts, comprendre sa facture d'énergie), et enfin briser l'isolement social dont ils peuvent faire l'objet en organisant des sorties culturelles et sportives : "Ce qu'on a constaté, c'est qu'ils n'ont pas de soutien de la communauté ethnique. Ils sont obligés de se débrouiller par eux-mêmes. Le parcours traumatique de ces gens-là est assez important, et la souffrance psychique est un vrai frein dans leur quotidien. Ils peuvent aussi développer de l'homophobie intériorisée", détaille Johanne Jahier, ancienne de pôle emploi, et directrice du DENH depuis juin 2021.

Arrivée en France en 2021, une transsexuelle jamaïcaine de 23 ans, a dû précipitamment fuir son pays où les relations entre personnes de même sexe sont passibles de 10 ans de prison. Un héritage des lois coloniales du 19e siècle. "Je me souviens quand j'ai atterri en France le 1er mars 2021, j'ai pleuré toute la journée, raconte la jeune femme. On m'avait dit que les Français étaient malpolis et mauvais, et je ne parlais même pas la langue. En réalité, je me suis rendue compte que la France est un pays rempli de gens formidables, c'est ma maison, et je veux essayer d'y faire ma vie." La jeune femme raconte comment sa vie "est devenue un enfer" en Jamaïque quand sa famille a

découvert son homosexualité en 2016 : *"J'ai perdu mes amis, mes trois frères, et j'ai encore de très mauvaises relations avec mon père". "Dans la rue, les gens me jetaient des pierres. Un soir, je rentrais de l'Église seule, et il y avait ce type qui ne m'aimait pas et qui me menaçait de mort. La rue était très sombre, et j'ai senti un canon de pistolet dans ma nuque. Il m'a dit : 'Pars, sinon je te tue, on n'a pas besoin de gays en Jamaïque.'"* Quelques semaines plus tard, elle prenait un billet pour l'Europe. Hébergée en colocation dans l'un des 14 appartements financés par le DENH à Angers, Elle a obtenu l'asile en janvier 2022. Elle travaille depuis avril comme femme de chambre dans un hôtel angevin. Elle a même rencontré son compagnon et repris ses études pour devenir agent mortuaire. Si elle doit encore progresser en français, la jeune femme se sent désormais en sécurité : *"Depuis que j'ai commencé mon traitement hormonal, j'ai expérimenté quelques situations transphobes, mais ça n'a rien à voir avec la Jamaïque, ici les LGBT ont des droits, c'est un pays libre"*, déclare celle qui attend avec impatience sa vaginoplastie (opération chirurgicale de construction d'un vagin). Elle ne veut pas retourner en Jamaïque où la majorité de sa famille lui a tourné le dos : *"Il y a plein d'autres pays caribéens où je pourrais voyager, comme la Guadeloupe, rêve-t-elle. Peut-être que là-bas ma mère pourra venir me voir"*.

Sa légèreté tranche avec le visage triste d'un Ougandais de 29 ans homosexuel. Le jeune homme vient d'une famille très chrétienne dont le père dirigeait une chorale religieuse. Lorsqu'il découvre son homosexualité à 15 ans, il s'attire les foudres de son père. En Ouganda, l'homosexualité est un crime passible de la peine de mort, et une honte pour la communauté. Il est privé de nourriture et assigné à domicile pendant 9 mois. Les années passent, le jeune homme finit par entrer à l'université de Kampala pour y devenir professeur des écoles, mais il doit continuer à cacher son homosexualité dans les rues de la capitale. Ici, on s'embrasse à l'abri des regards. Malheureusement, la délation finit par le rattraper en 2016. Alors qu'il habite avec son compagnon en résidence universitaire, il est dénoncé par des voisins et passé à tabac par le service d'ordre de l'université : *"Je me souviens seulement d'un coup de pied dans la nuque. J'ai perdu connaissance, quand je me suis réveillé plusieurs heures plus tard, j'avais perdu beaucoup de sang"*. En 2019, après un nouveau lynchage, cette fois dans la rue, il décide définitivement de quitter le pays. Après un bref passage par l'Espagne, il arrive en France où il obtient finalement l'asile avant d'être orienté au DENH. S'il travaille désormais comme équipementier chez McDo, le jeune homme a longtemps été suivi par un psychiatre pour dépasser son traumatisme. Au DENH, les syndromes dépressifs sont un sujet de taille pour les cinq encadrants qui veulent améliorer la prise en charge en santé mentale. Une psychologue, intervient déjà 2 fois par mois lors d'une permanence : *"Il y a souvent un fort sentiment de culpabilité chez ces patients. Je fais beaucoup de psychopédagogie, pour expliquer ce qu'ils vivent émotionnellement. Mais mettre en mot ces traumatismes relève parfois de l'impossible, de l'irreprésentable, ce qui explique parfois que les personnes ne reviennent pas me voir."* Il nous montre une vidéo sur son téléphone portable. On y voit une femme se faire juger pour homosexualité par un tribunal en Ouganda. *"Tu vois cette dame-là ? Aujourd'hui elle est en prison. Si j'obtiens la nationalité française, j'aimerais retourner en Ouganda pour aller chercher des LGBT menacés, parce qu'ils n'ont personne pour les aider"*.

BONCHAMP-LES-LAVAL

Un couple de retraités mayennais se **mobilise pour empêcher l'expulsion d'un Malien** de 20 ans qu'ont hébergé pendant trois ans, placé par les services de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) du conseil départemental de la Mayenne en 2019. Très vite, les deux octogénaires ont noué une relation très forte avec lui. *"Pour nous, c'est l'enfant de la maison". "On est pour lui ses grands-parents"*. Depuis un an, le jeune Malien est menacé d'expulsion (OQTF), à cause, selon eux, d'un blocage administratif lié à son passeport : *"Il a deux passeports : son vrai passeport malien et un faux passeport sénégalais. Le problème, c'est que quand il est arrivé en France, il a deux passeports et pour l'État français, ce n'est pas possible. Voilà pourquoi ça bloque en France"*. Aujourd'hui, il vit caché, par peur d'être arrêté et d'être expulsé au Mali, où il est menacé de mort. Il n'a pas de domicile fixe. *"Ça fait mal quelque part, quand on a vu qu'il était SDF"*. Il a suivi une formation de cuisinier

en Mayenne et a très vite été diplômé. Aujourd'hui, son patron, gérant du restaurant à Bonchamp-lès-Laval, fait également des démarches pour pouvoir continuer à employer Mamadou, car il peine à recruter des cuisiniers. *"Je ne suis pas fier de mon pays : de voir qu'un jeune met tout en place, au niveau de l'éducation, de l'apprentissage. Tout se passe très bien, il est vraiment très sympathique ce jeune-là et il en veut. Et nous (la France), on le laisse tomber"*. La préfecture de la Mayenne rappelle que le tribunal administratif de Nantes a confirmé le 20 juin 2023 l'Obligation de quitter le territoire français (OQTF) qui le vise. Le dossier du jeune Malien ne sera donc pas réexaminé. Le couple de retraité ont contacté le maire de Bonchamp-lès-Laval et le député de la 1ère circonscription de la Mayenne. L'élu promet de solliciter à nouveau la préfecture pour faire le point sur le dossier de Mamadou.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/un-couple-de-retraites-mayennais-se-mobilise-pour-aider-un-jeune-malien-menace-d-expulsion-3111648>

BOULOGNE

Samedi 2 septembre 2023, 54 migrants ont aussi été secourus dans le détroit du Pas-de-Calais par les secours français et déposés au port de Boulogne-sur-Mer.

Avec sept jours de beau temps en continu, les tentatives de traversées de migrants se sont multipliées. Les bénévoles des associations dunkerquoises, calaisiennes et boulonnaises aident **ceux qui ont dû renoncer au départ vers le Royaume-Uni**. C'est à la gare de Boulogne-sur-Mer, vers 5 h du matin, que démarre la tournée des bénévoles de l'association Osmose 62. *"La veille des essais de passage, on distribue ces cartes avec les numéros d'urgence. Ils peuvent nous appeler, s'ils ont un problème. Et derrière, il y a les numéros d'urgence pour quand ils se trouvent en mer."* *"Le soir, on ne fait que ça parce qu'on ne veut pas être taxés "d'aide au passage". Bien sûr, quand il y a une maman qui a besoin de couches, ou bien un monsieur qui n'a qu'une chaussure sur deux, on essaie de les dépanner quand même, mais **on les aide surtout le lendemain quand ils ont échoué.**"* C'est justement ce qui s'est passé pour un groupe de jeunes Soudanais arrivés de Bulgarie, il y a deux jours. Ils racontent que le bateau n'est pas venu jusqu'à eux. Ils vont tenter à nouveau leur chance le soir-même. En attendant, il leur faut des chaussures et ils ont froid. L'association va donc les aider. Un Syrien, arrivé il y a sept jours, reprend des forces près de la gare de Boulogne-sur-Mer, en fin de matinée : *"J'ai essayé cinq fois de traverser, mais les policiers français m'en ont empêché. Je parle bien l'anglais et c'est pour cela je veux aller en Angleterre et poursuivre mes études dans de bonnes universités"*. La charge mentale et psychologique est très forte pour cette poignée de bénévoles qui insistent pour rappeler que **ce n'est pas à eux d'assurer cette mission d'aide aux exilés**, mais à l'Etat ou à l'Europe.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/boulonnais-des-benevoles-aident-les-migrants-qui-echouent-dans-leur-traversee-vers-l-angleterre-5048797>

LA CIOTAT

Mardi 5 septembre 2023, sur l'aire du Liouquet, située sur l'A50 au niveau de la commune de La Ciotat, le chauffeur d'un poids lourd a été alerté par des bruits dans la remorque. Une dizaine de fonctionnaires de la Compagnie républicaine de sécurité (CRS) autoroutière découvrent alors, à l'intérieur du véhicule, 14 migrants d'origine érythréenne, dont 7 mineurs. Le chauffeur était parti d'Italie et avait fait halte, la veille, dans la ville frontalière de Vintimille. *"C'est sûrement lors de cette pause"* que les exilés *"se sont glissés dans la remorque du 33 tonnes"*. Les 14 Érythréens ont été remis à la police aux frontières du Canet, à Marseille. Les majeurs devraient pouvoir déposer une demande d'asile. Les mineurs, eux, seront confiés à l'Aide sociale à l'enfance (ASE) qui procédera à l'évaluation de leur situation.

MONTPELLIER

Mardi 5 septembre 2023 à Montpellier, **quatre personnes et quatre sociétés sont poursuivies** pour avoir notamment **loué** au prix fort des **appartements "insalubres"**, principalement

à des migrants marocains vulnérables. Dans ses 110 logements de 24 à 44 mètres carrés, sur sept étages, dans le quartier populaire de la Mosson, à Montpellier, la résidence Font Del Rey accueillait surtout des primo-arrivants sur le sol français. *"Des hommes âgés et des familles, tous Marocains"*, précise la directrice de l'association « Habiter Enfin ! », partie civile au procès, comme la Ville de Montpellier. *"Ils sont dans une situation de précarité, ne parlent pas français, ont une méconnaissance de leurs droits et payaient cash leur loyer chaque mois"*. Les loyers étaient particulièrement élevés : de 500 à 650 euros par mois, soit le même tarif qu'un appartement dans le centre de Montpellier. Et ce, alors qu'une bonne partie des logements avaient été diagnostiqués comme *"insalubres"* ou *"indécents"* par les services d'hygiène de la ville. Quant aux parties communes, elles étaient dans un état déplorable : moisissures, punaises, cafards, branchement électriques dangereux, infiltrations, garde-corps descellés, issues de secours inaccessibles. Dans cette affaire, trois propriétaires, leur *"homme de main"*, et quatre sociétés font face à la justice pour *"soumission de personnes vulnérables ou dépendantes à des conditions d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine"*, *"mise en danger de la vie d'autrui"*, mais aussi *"menaces ou actes d'intimidation en vue de contraindre les occupants à renoncer aux droits qu'ils détiennent"*. Parmi eux, trois hommes sont au centre de l'affaire. Le cogérant de la société SCI Foncière de Rénovation, propriétaire de 82 des 110 logements. L'autre cogérant de cette même SCI. Celui-ci est également cogérant de Ciger Sud, syndic de l'immeuble et agence immobilière mandataire de gestion des logements de la résidence. Et enfin leur *"homme de main"*, poursuivi pour complicité. Ce dernier est décrit comme celui *"qui ne peut rien faire sans demander de l'argent"*, par un des locataires. À la barre, les locataires ont témoigné de l'enfer dans lequel ils vivaient. *"Dès que je demandais à faire des travaux, il fallait que je paye pour qu'il vienne voir, puis pour qu'il prévienne le propriétaire"*, a assuré l'un des Marocains, traduit par un interprète. Les locataires ont également raconté avoir versé en espèces une somme allant de 1 500 à 1 800 euros à cet homme, simplement pour pouvoir visiter un appartement à louer. Les victimes ont également fait état d'actes d'intimidations perpétrés par le cogérant. Il *"nous considérait comme des moins que rien, pas comme des êtres humains"*, a expliqué un Marocain, après que la, directrice régionale de la Fondation Abbé Pierre, a précisé à la barre que 67% des locataires présentaient des problèmes de santé et/ou étaient porteurs d'un handicap reconnu. Les habitants étaient *"effrayés d'être vus par le propriétaire avec des membres de l'association"*, a indiqué la directrice d'Habiter Enfin ! assurant avoir dû prendre des dispositions pour assurer la sécurité de ses salariés lors de visites de cette résidence. Les accusés, eux, ont tout nié en bloc. *"C'est un complot. Ce ne sont que des mensonges"*. *"Je ne comprends pas ce qui m'est reproché"*, a assuré un autre : *"Ces appartements du Font Del Rey ont été achetés avant ma nomination à la tête de la SCI en 2005, mais j'ai toujours géré au mieux les intérêts de la SCI en fonction des travaux nécessaires, et j'ai visité l'immeuble au moins une fois par an jusqu'en 2018"*. Les deux derniers prévenus devaient être entendus mercredi matin, avant les plaidoiries des parties civiles. La fin du procès est prévue mercredi soir, avec une mise en délibéré, après les réquisitoires du parquet et de la défense.

OUISTREHAM

Depuis le mois d'août 2023, mairie et associations venant en aide aux migrants constatent une présence plus importante de jeunes Soudanais (à peu près 70), sur le campement de Ouistreham (Calvados). Depuis le Brexit et le Covid, ils n'étaient plus qu'une vingtaine présents sur place.

<https://www.ouest-france.fr/normandie/ouistreham-14150/migrants-a-ouistreham-depuis-trois-semaines-on-constate-une-presence-plus-importante-17d543fe-4cd0-11ee-bf81-8d00315abe43>

PARIS

Dans un petit local en rez-de-chaussée d'une résidence sociale du 19^e arrondissement de Paris, comme chaque **mercredi et samedi** depuis deux ans, c'est l'heure des cours de français. **Un temps hors de la rue, pour aller de l'avant.** Malgré les près de 40C° à l'intérieur du local, le manque de place, le manque de chaise, tout le monde est là, la volonté chevillée au corps. À la pause de 18h,

les jeunes ont un temps pour prendre l'air et souffler. Le temps de partager un peu ses peines, ses perspectives et ses rêves. « *C'est pas facile mais il faut y croire. L'école c'est trop important.* » Les sacs accrochés au dos de ces jeunes symbolisent la réalité à laquelle ils feront face à la fin du cours et **la peur du retour à la rue**. En ce moment, ils sont entre 400 et 700 jeunes à patienter des mois dehors, en errance dans les rues de Paris, espérant que le juge des enfants reconnaisse enfin leur minorité. Si cette réponse est positive, ils pourront **enfin rejoindre les bancs de l'école publique**.

PEUPLINGUES

La ville de Peuplingues, située à quelques kilomètres de **Calais** a été le théâtre d'une **importante rixe lundi 4 septembre 2023** dans la matinée. **Une centaine de migrants**, soudanais, kurdes irakiens et vietnamiens, **se sont affrontés**. Quand les forces de l'ordre sont arrivées sur place, une cinquantaine de personnes étaient encore autour des échauffourées. Les autres avaient pris la fuite. "*Ça chauffait encore un peu quand nous sommes arrivés sur les lieux*", explique le capitaine, commandant de la compagnie de gendarmerie de Calais. Un Soudanais et un Kurde d'une vingtaine d'années ont été légèrement blessés au cours de cette rixe. Ils ont été transportés à l'hôpital de Calais. La zone a été ratissée pendant près de cinq heures pour retrouver un éventuel blessé grave au couteau. Mais les recherches se sont avérées infructueuses. **Aucune interpellation** n'a été effectuée. Une quinzaine de Vietnamiens ont été pris en charge par des agents de la police aux frontières (PAF) tandis que les autres ont été laissés libres. **La cause de l'altercation n'est toujours pas connue** à ce stade de l'enquête. Plusieurs exilés, qui se trouvaient près du lieu de la rixe, ont affirmé aux gendarmes qu'ils se sont fait "*tabasser par un groupe de quatre ou cinq mafieux qui venaient nous voler notre argent*". Les migrants s'apprêtaient à prendre la mer pour essayer d'atteindre les côtes britanniques.

RENNES

La justice a examiné, lundi 11 septembre 2023, la demande d'évacuation de la Ville de Rennes concernant, selon le recensement officiel, une **centaine de personnes exilées** présentes **depuis juin aux Gayeulles**. Les associations sur place indiquent que de nouvelles familles arrivent tous les jours. L'association Utopia 56 évoque, ce mardi, « *218 personnes présentes sur place, dont 41 familles avec 85 enfants* ». Le camp s'étend et « *les vestiaires du club de rugby servent désormais d'hébergement* », selon l'avocate de la mairie de Rennes. Dans une procédure d'urgence, mardi matin 12 septembre 2023, la juge des référés donne raison à la métropole rennaise et ordonne **l'évacuation du camp installé** dans le parc des Gayeulles, d'ici vendredi 15 septembre 2023 midi. La juge rappelle que « *les conditions de vie sur les deux campements établis sont particulièrement précaires et insalubres, les occupants ne disposant ni de l'électricité, ni de point d'accès proche à l'eau potable* ». Elle ajoute que les installations d'équipements de cuisine sont « *sommaires, vétustes raccordés à des bouteilles de gaz situés à proximité voire sous les tentes ainsi qu'à des raccordements sauvages et non sécurisés* ». En tout, ce sont près de « *300 personnes qui se sont succédé au gré des arrivées et des départs* ». L'ordonnance précise que des problèmes de violences ont lieu sur le campement. La mairie avait lancé ce recours dans l'objectif de mettre l'État face à ses responsabilités, l'hébergement d'urgence étant de son ressort. **La préfecture s'est engagée à proposer des solutions de logement**, une fois que le tribunal aurait ordonné l'évacuation.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/rennes-les-exiles-devront-quitter-le-parc-des-gayeulles-avant-vendredi-15-septembre-233fe714-514c-11ee-81df-75b0cf3061f7>

LYON.

Lundi matin 4 septembre 2023, le maire de Lyon a confirmé que les familles hébergées **au gymnase Bellecombe** dans le 6e arrondissement **seraient relogées dans l'ancien Ehpad** La Villette d'Or à la Part-Dieu. 13 familles seront hébergées au troisième étage de l'établissement. "*On mobilise cet ancien Ehpad pour faire en sorte que ces familles aient des conditions de vie meilleures que celles qu'elles auraient dans un gymnase*". Une dizaine de familles, la plupart sans titre de séjour, sont hébergées depuis le 22 juin 2023 au gymnase Bellecombe, mis à disposition par la Ville. Avec la rentrée et le retour des activités scolaires et des clubs sportifs, l'équipement doit être libéré dans les

plus brefs délais. *"L'idée c'est que ce soit un sas pour qu'elles puissent accéder à un logement plus durable"*. Les chambres et les aménagements ont été mis en état d'accueillir les résidents qui emménageront d'ici fin septembre.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20230904-lyon-capitale-les-occupants-du-gymnase-bellecombe-reloge-s-a-l-ancien-ehpad-vilette-d-or-copie.pdf>

Une quarantaine de familles, parfois avec des enfants en bas âge, logent dans le **squat Pyramide**. La préfecture menace d'expulser, à partir du 12 septembre 2023, les 250 personnes qui y trouvent actuellement un abri depuis deux ans. Devant la menace d'expulsion, beaucoup n'ont pas de solution de relogement, c'est notamment tel cet homme qui vit ici avec sa femme et sa petite-fille âgée de seulement onze mois. *"Chaque jour, on appelle le 115. Ils disent qu'ils ne peuvent pas recevoir de famille. Je ne sais pas vraiment où je vais me retrouver"*. *"Une fois qu'ils débarquent ici, je m'expose à tous les dangers, surtout ma petite-fille qui a 11 mois. Normalement c'est mon devoir de la protéger mais c'est aussi le devoir de l'État d'en prendre soin, c'est un bébé"*, ajoute-t-il. Une centaine de personnes a manifesté jeudi 7 septembre 2023 place de la Comédie, contre l'expulsion du squat de la Pyramide, situé à Gerland. Les collectifs Intersquats Lyon et environ, Jamais sans Toit, Droit au logement Lyon et soutiens/migrants Croix-Rousse étaient présents en fin de journée. Plusieurs associations demandent à la ville et à la métropole de Lyon d'agir, notamment en réquisitionnant des immeubles pour que personne ne dorme à la rue. *"Nous espérons un geste de fort de la mairie"*.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20230908-tribune-de-lyon-contre-l-expulsion-du-squat-pyramide-on-attend-un-geste-symbolique-fort-du-maire-de-lyon-copie-2.pdf>

SAINT-BREVIN-LES-PINS

Samedi 9 septembre 2023, **plusieurs militants liés à l'extrême droite ont tenté de pénétrer dans l'enceinte du Centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) en cours de rénovation, à Saint-Brevin-les-Pins (Loire-Atlantique)**. Leur volonté était d'occuper ce site. Parmi les revendications de ses militants, celle de **« la priorité aux nationaux »**. **« Nous avons prévu d'y installer des nationaux en attente de logement »**, indique le responsable du Mouvement vendéen, ancien délégué départemental, en Vendée, du parti Reconquête, démis de ses fonctions en avril. Mais l'opération a été un échec : les militants ont dû rebrousser chemin en raison de la présence importante, sur place, des forces de l'ordre. Sollicitée, la préfecture de Loire-Atlantique *« ne commente pas »*, indiquant simplement que *« le projet de Cada continue d'avancer à un très bon rythme »*. En tout cas, ces événements rappellent que la tension est loin d'être retombée autour de ce projet de transfert de Cada, qui doit, à terme, accueillir 110 demandeurs d'asile. Les regards se tournent vers le week-end prochain, où le Collectif des Brévinnois attentifs et solidaires (qui vient en aide aux migrants accueillis à Saint-Brévin depuis 2016) organise un colloque sur la question migratoire. Les opposants au projet ont déjà annoncé leur volonté d'organiser une manifestation en opposition à cet événement prévu samedi 23 et dimanche 24 septembre 2023.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/saint-brevin-les-pins-44250/des-militants-dextreme-droite-ont-tente-d-occuper-le-cada-de-saint-brevin-les-pins-5fa28f1c-513e-11ee-bd2b-11d6ecd273da>

SAINTES

En 2020 déjà, la famille arménienne (**voir lettre 61**) a été obligée de quitter l'Arménie à cause de la guerre du Haut-Karabagh, territoire disputé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Ils se sont réfugiés au sud-est de la Russie, dans la ville de Belgorod. Puis en 2022, quand la Russie envahie l'Ukraine, ils décident de venir en France. S'ils restaient là-bas, le fils aîné (17 ans) aurait dû partir à la guerre. La famille a **perdu son droit d'asile**, La pétition, lancée par les professeurs, *" sur change.org et elle fonctionne très bien, car l'objectif des 50.000 signatures est presque atteint"*. *"la conséquence directe ça a été la perte de leur appartement"*. La famille risque une obligation de quitter le territoire français. S'ils n'arrivent pas à régulariser leur situation, **ils seront obligés de retourner vivre en Russie**. La famille peut rester en France jusqu'à la fin du mois, mais après cette date, ils

devront trouver un autre logement. *"On veut les mettre à l'abri, heureusement l'association Cent pour un toit leur a trouvé une maison à Saintes qui serait parfaite, mais il faut payer le loyer". "C'est l'occasion d'appeler aux dons". Grâce au concert, le public pourra faire des dons à "**Cent pour un toit**" qui versera le loyer pour la famille.* Le vendredi 8 septembre, un concert solidaire a été organisé à Saintes, en **soutient à cette famille arménienne**, menacée d'expulsion. Le fils aîné, jouera de la guitare avec son professeur de physique-chimie, mélangeant chanson française et arménienne.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/menacee-d-expulsion-une-famille-armenienne-installee-a-saintes-participe-a-un-concert-solidaire-1851137>

MANCHE

Un arrêté des préfetures des départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme, publié jeudi 7 septembre 2023, **autorise pour une durée de trois mois l'usage simultané de maximum 76 caméras embarquées sur des drones, des hélicoptères et un avion.** Elles pourront fonctionner simultanément sur les 150 kilomètres de rivage entre Dunkerque (frontière belge) et Berck (Baie de Somme) qui est un lieu de départ des canots de migrants tentant de rallier le Royaume-Uni en traversant la Manche. Les caméras pourront surveiller **une bande côtière allant jusqu'à 5 kilomètres à l'intérieur** des terres, hors agglomération. *"Il n'existe pas de dispositif moins intrusif permettant de parvenir aux mêmes fins"* de surveillance des vastes zones de regroupement ou de mise à l'eau des embarcations des migrants près des plages, argue l'arrêté des préfetures. Les **trois objectifs** affichés par les autorités sont, dans l'ordre, **la lutte contre le trafic d'êtres humains, la surveillance des frontières et le "secours aux personnes"**. Selon l'arrêté, les traversées de la Manche sont rendues de plus en plus dangereuses par le fait que les passeurs font monter les migrants toujours plus nombreux sur une même embarcation. "Depuis 1990, 330 migrants ont perdu la vie en tentant de franchir irrégulièrement la Manche pour rejoindre la Grande-Bretagne". En France, l'utilisation de drones par les forces de l'ordre est encadrée par un décret publié en avril. Les autorités avaient voulu en déployer plus au sud, à la frontière franco-espagnole. Mais le 25 juillet 2023 (Lettre 62), le Conseil d'État a confirmé la suspension d'un arrêté du préfet des Pyrénées-Atlantiques (sud) qui avait autorisé leur usage pour surveiller la zone frontalière au Pays basque, considérant qu'il portait atteinte au droit au respect de la vie privée.

Tôt dans la matinée du dimanche 10 septembre 2023 CROSS est informé que différentes embarcations de migrants se trouvent en difficulté dans le Pas-de-Calais. À proximité de **Berck**, des personnes à bord d'une embarcation de fortune ont appelé à l'aide, en *"indiquant que plusieurs personnes seraient à l'eau"* : le CROSS constate que l'embarcation est en panne moteur. **81 personnes** (dont 8 femmes et 10 enfants) se trouvent à bord, une personne est tombée à l'eau. Tous **sont secourus et ramenés au port de Boulogne-sur-Mer.**

Quelques heures plus tard, en milieu d'après-midi, une seconde embarcation en difficulté est signalée au large de Gravelines. **72 personnes** se trouvent à bord, dont 17 enfants et 14 femmes. La préfecture maritime de la Manche indique que *"le tableau arrière n'est pas en bon état, ce qui provoque des entrées d'eau"*. Ils sont pris en charge et **déposés au port de Calais** dans la soirée.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/pas-calais/berck/153-migrants-secourus-en-mer-a-berck-et-gravelines-2837219.html>

Jeudi 15 juin 2023, à Oye-Plage entre Calais et Dunkerque, une patrouille de gendarmes français en opération tombe nez-à-nez avec un groupe de migrants qui se dirige à toute vitesse vers la mer, bateau de fortune porté à bout de bras. **51 exilés, vêtus d'un gilet de sauvetage, courent** en direction de l'eau lorsque les **officiers tentent de les empêcher.** On aperçoit plusieurs cartouches de **gaz lacrymogène lancées** pour disperser le groupe. Des cartouches pour certaines renvoyées en direction des gendarmes par les migrants à l'aide de leurs pieds. Deux d'entre eux s'approchent alors des forces de l'ordre, bâtons à la main, pendant que d'autres lancent du sable et des pierres sur les

officiers. S'ensuivent quelques secondes de flottement, avant **que l'un des deux hommes s'approche et assène un coup violent sur un gendarme**, qui répète à plusieurs reprises : "*viens, viens, viens*". Une scène violente, qui se solde par un échec pour les gendarmes. Le groupe de migrants parvient à mettre l'embarcation de fortune à l'eau et se dirige vers les côtes anglaises. Une fois arrivé dans les eaux britanniques, le bateau est intercepté par les garde-côtes anglais et les deux demandeurs d'asile à l'origine des violences sont interpellés à leur arrivée dans le port de Douvres. Trois mois plus tard, deux hommes de 33 ans et 25 ans, ont respectivement été **condamnés à 14 et 12 mois de prison** vendredi 8 septembre 2023 par la Crown Court de Canterbury. Ces images, diffusées lors du procès des deux demandeurs d'asile, viennent d'être publiées par le ministère de l'Intérieur britannique. Un **moyen de communication pour illustrer l'efficacité du partenariat entre les autorités françaises et britanniques** dans la lutte contre les traversées illégales. Un moyen également de "*mettre en lumière le travail complexe et courageux*" des gendarmes et policiers français "*face à des conditions difficiles*", a déclaré le directeur du commandement opérationnel dans la lutte contre les *smallboats* au ministère de l'Intérieur britannique. Selon les autorités françaises et britanniques, **les violences envers les forces de l'ordre se multiplient** ces derniers mois sur les plages du littoral du Nord et du Pas-de-Calais. Une tension qui s'accroît "*en raison des efforts réussis des forces de l'ordre pour contrecarrer cette entreprise criminelle organisée*". Au total, 38 migrants ont été placés en garde à vue, dont 4 ont été déférés devant le tribunal judiciaire de Saint-Omer avant d'être **relaxés, faute d'éléments**.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/pas-calais/calais/video-deux-migrants-condamnes-par-la-justice-britannique-pour-avoir-agresse-des-gendarmes-sur-une-plage-pres-de-calais-2838035.html>

Samedi 9 et dimanche 10 septembre 2023, 814 personnes ont traversé la Manche et atteint les côtes anglaises. Ils étaient 425 migrants le samedi répartis sur sept bateaux, et 389 le dimanche répartis sur six embarcations. Le nombre total de migrants ayant fait le voyage depuis la France en 2023 est de 22 263. dans la seule journée de samedi 2 septembre 2023 près de 900 exilés avaient traversé la Manche depuis les côtes françaises. Le gouvernement britannique, qui a déclaré qu'il faisait de l'arrêt des traversées une priorité, malgré un durcissement de la législation outre-Manche, peine à enrayer ce phénomène qui a explosé ces dernières années. Côté français aussi, les autorités se démènent pour essayer de stopper les départs, en vain.

MÉDITERRANÉE

Cette année, la Tunisie est devenue le principal pays de départs des migrants cherchant à traverser la Méditerranée. Les Africains subsahariens ne sont pas les seuls à vouloir s'exiler en Europe. Chaque année, des milliers de Tunisiens prennent aussi la mer, pour fuir la crise politique et économique dans le pays. Mais la route vers l'Europe reste particulièrement meurtrière. Depuis le début de l'année, plus de 2 000 personnes ont péri en Méditerranée centrale en tentant de rejoindre les côtes européennes, selon l'OIM. C'est plus que pour l'ensemble de l'année 2022 où un peu plus de 1 400 exilés sont morts noyés dans ces eaux.

OCEAN VIKING

L'Ocean Viking, a **secouru 68 personnes migrantes** en détresse au large de la Libye dimanche 10 septembre 2023, dans la matinée. "[Ils étaient dans] *une embarcation en bois à double pont qui avait quitté Zouara en Libye la nuit*" précédente. "*Plusieurs d'entre elles souffrent du mal de mer et sont actuellement soignées par l'équipe médicale de SOS Méditerranée et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) à bord de l'Ocean Viking*". Les autorités italiennes ont assigné à SOS Méditerranée le port d'**Ancône** pour y débarquer les rescapés, un port lointain qui éloigne l'Ocean Viking de la zone de sauvetage. "*Le port est à 1 560*

km (soit quatre jours de navigation) de la zone d'opération, alors qu'il y a des besoins cruciaux de capacités de recherche et de sauvetage en Méditerranée. Les départs sont nombreux et le risque de perte de vies est élevé", a regretté l'ONG.

SEA PUNKS ET NADIR

Pour sa première mission en Méditerranée centrale, le navire allemand - avec l'aide du Nadir de l'ONG ResqShip - a secouru **39 autres personnes**, dont 11 mineurs non accompagnés dans la nuit de dimanche 10 à lundi 11 septembre 2023. Ils naviguaient sur des bateaux en fer, inaptes à de telles traversées. *"Ils sont épuisés, déshydratés et souffrent du mal de mer. Les autorités nous ont demandé de les emmener à Lampedusa"*. Quelques heures auparavant, il avait porté assistance à 44 personnes, dont 6 femmes, 17 mineurs et un bébé. Les rescapés partis de Tunisie naviguaient également sur un bateau de métal. Les survivants ont été remis aux garde-côtes italiens et ont pu débarquer sur l'île de Lampedusa en toute sécurité.

UNION EUROPÉENNE

LA COMMISSION EUROPEENNE DEFEND SON PARTENARIAT MIGRATOIRE AVEC LA TUNISIE

Face aux critiques, de la gauche et des Verts qui dénoncent un partenariat signé avec un autocrate et de la droite et de l'extrême droite qui déplorent un accord insuffisant pour réduire le nombre d'arrivées de migrants en Europe, la Commission européenne a défendu, mardi 12 septembre 2023, le partenariat migratoire signé en juillet avec la Tunisie, affirmant que la coopération avec ce pays avait conduit à une augmentation cette année des interceptions de bateaux et des sauvetages. Mais la question des abandons dans le désert organisés par le gouvernement tunisien cet été et provoquant la mort de dizaines de personnes n'a pas été abordée.

En juillet 2023 (voir lettre 61), un partenariat concernant l'immigration irrégulière, a été signé entre l'UE, la Tunisie et la Hollande. Ils conviennent *"d'œuvrer pour améliorer [...] la mise en œuvre de mesures efficaces de lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains"*, d'apporter *"un soutien à la flotte des garde-côtes tunisiens et des formations"*. *"L'accord parle aussi de développement économiques et d'efforts pour faciliter la réintégration des Tunisiens qui rentrent depuis l'Europe [...]. Il est également prévu de mettre en place un système de retour pour les ressortissants des pays tiers depuis la Tunisie"*.

Lors d'une session plénière du Parlement européen à Strasbourg, le commissaire européen a reconnu qu'*"un certain nombre de développements récents étaient préoccupants"*. Mais *"la situation difficile des migrants bloqués dans les régions frontalières (de la Tunisie avec la Libye et l'Algérie) ou le nombre élevé d'arrivées irrégulières (dans l'UE) illustrent l'urgence de redoubler d'efforts et de coopérer étroitement en la matière"*, a-t-il affirmé. *"C'est précisément l'une des raisons pour lesquelles ce nouveau partenariat global et stratégique avec la Tunisie (...) est nécessaire"*, a-t-il poursuivi. Il a indiqué que cette année, *"grâce à la coopération"* avec l'UE, les garde-côtes tunisiens avaient procédé à *"près de 24 000 interceptions de bateaux"* transportant des migrants, *"par rapport à 9 376 en 2022"*. *"En 2022, 32 459 vies ont été sauvées par les garde-frontières et les garde-côtes tunisiens. Cette année, nous en sommes déjà à près de 50 000 vies sauvées grâce à cette coopération"*, a-t-il assuré. Mais aucune information n'a encore été communiquée sur ce que deviendront les personnes secourues en mer : seront-elles placées en centres fermés en Tunisie ou renvoyées dans leur pays ? *"Le parallèle est à faire avec l'accord avec la Libye où la coopération a été essentiellement sécuritaire et où il y a eu très peu de mécanismes de suivi qui ont été mis en place pour s'assurer que les populations migrantes étaient traitées correctement"*.

Dans une tribune publiée mi-août en quatre langues dans différents médias, 379 chercheurs et membres de la société civile ont également pris "collectivement position contre le 'Mémorandum d'entente sur un partenariat stratégique et global entre l'Union Européenne (UE) et la Tunisie' et contre les politiques d'externalisation des frontières de l'UE". Les signataires, ressortissants entre autres de France, Tunisie, Libye, Italie, Allemagne, d'Algérie ou encore Niger, y dénonçaient "un tournant dangereux dans l'acceptation de ces politiques et des présupposés racistes qui les sous-tendent".

DEMANDES D'ASILE EN AUGMENTATION

Du 1er janvier au 30 juin 2023, quelque 519 000 demandes d'asile ont été déposées dans les pays de l'Union européenne (UE), en Norvège et en Suisse, a annoncé mardi 5 septembre 2023 l'Agence de l'UE pour l'asile (AUEA). Soit une **hausse de 28%** par rapport au premier semestre 2022. Et "d'après les tendances actuelles, les demandes pourraient excéder un million d'ici la fin de l'année", estime l'AUEA. À titre de comparaison, le nombre de dossiers déposés pour l'ensemble de 2022 s'élevait à 994 945. La principale nationalité des demandeurs d'asile sont les Syriens, comme les années précédentes. Au premier semestre 2023, ils ont déposé 67 000 demandes, soit une augmentation de 47% par rapport à la même période de l'année précédente. Vient ensuite les Afghans, les Vénézuéliens, les Turcs et les Colombiens. Ces cinq nationalités comptent pour 44% des requêtes d'asile au sein de l'UE. Le **taux de protection** accordé en première instance (protection subsidiaire et statut de réfugié) dans l'UE est resté sensiblement le même qu'en 2022, avec **41%** de réponses favorables. Le premier semestre 2023 a également été marqué par une **augmentation "notable"** des demandes d'asile provenant de ressortissants **ivoiriens et guinéens**, avec 9 300 dossiers pour les premiers et 8 700 pour les seconds, précise encore l'AUEA. "Les candidatures ivoiriennes ont plus que doublé, tandis que les candidatures guinéennes ont augmenté de 60%", note l'Agence. Cette donnée reste cependant à nuancer : les demandes de ces deux nationalités ne représentent que 3,5% du chiffre global. L'État qui accueille le plus ces deux nationalités est historiquement la France. Mais une grande partie de l'augmentation a cependant lieu en Italie, premier pays d'arrivées en Europe pour les exilés arrivés par la mer Méditerranée. En ce qui concerne l'ensemble des demandes d'asile, **l'Allemagne reste le pays qui a reçu le plus de dossiers** avec 30% du total, soit près de deux fois plus que l'Espagne (17%) et la France (16%). "En 2022, l'Allemagne était déjà le pays qui accueillait le plus de demandeurs d'asile, notamment venus du Proche et du Moyen Orient, ainsi que d'Iran et d'Afghanistan", rappelle un spécialiste de l'immigration et professeur au collège de France. **L'Espagne**, quant à elle, reçoit le plus de dossiers provenant de ressortissants vénézuéliens et colombiens. "L'Espagne a une longue tradition d'accueil des personnes venant de pays hispanophones. Plus de 80% des demandes d'asile viennent de l'Amérique latine". Les Vénézuéliens sont par ailleurs exemptés de visas vers l'Espagne et y obtiennent quasi systématiquement la protection. **La France** prend en charge une majorité de demandeurs originaires d'Afrique centrale et de l'Ouest. Ces chiffres dévoilés par l'AUEA peuvent être mal interprétés. Il faut analyser ces données proportionnellement au nombre d'habitants dans chaque pays européen. Ainsi, l'Allemagne n'est pas le premier pays d'accueil des demandeurs d'asile en Europe, et la part de ces personnes dans les États membres ne représente qu'une **infime partie de la population**. "Si on se rapporte à une population pour 10 000 habitants, **le pays qui enregistre le plus de demandes d'asile sur l'ensemble de l'année 2022 est Chypre avec 45 dossiers**, viennent ensuite **l'Autriche et la Grèce**. La France arrive loin derrière, au huitième rang, avec presque 22 demandes pour 10 000 habitants. C'est donc très peu", estime le professeur au collège de France.

FRONTEX NON CONDAMNEE

La justice européenne a rejeté mercredi 6 septembre 2023 la demande d'indemnisation introduite contre Frontex par **une famille de Syriens**. Les **plaignants accusent l'agence européenne**

de surveillance des frontières de les avoir refoulés illégalement de Grèce vers la Turquie en 2016. **La justice ne leur a finalement pas donné raison** et estime que Frontex n'est pas responsable de leur préjudice. C'est la première fois que la justice européenne se prononce sur une telle demande, alors que les pratiques de refoulements illégaux de migrants aux frontières extérieures de l'UE sont régulièrement dénoncées par des organisations internationales et rapportées dans les médias. La famille, des Kurdes de Syrie et leurs quatre enfants en bas âge, réside désormais en Irak. Elle était arrivée en 2016 sur une île grecque, au moment de l'afflux de réfugiés en Europe provoqué par le conflit syrien. Ils ont **été renvoyés vers la Turquie** dans un vol organisé conjointement par la Grèce et Frontex alors que **leur demande d'asile n'avait pas encore été traitée**, selon leurs avocats. Ils réclamaient plus de 96 000 euros au titre du préjudice matériel subi, et 40 000 euros au titre du préjudice moral. Dans sa décision, le Tribunal de l'UE pointe du doigt la responsabilité de la Grèce. Et insiste sur le fait que les Etats membres sont "*seuls compétents pour apprécier le bien-fondé des décisions de retour et examiner les demandes de protection internationale*". "*En ce qui concerne les opérations de retour, Frontex a seulement pour mission d'apporter un soutien technique et opérationnel*", poursuit cette juridiction. "*C'est donc à tort que les réfugiés en cause considèrent que, sans les prétendus manquements de Frontex, ils n'auraient pas été illégalement refoulés vers la Turquie*", estime le Tribunal. **La responsabilité de la Grèce dans cette affaire a par ailleurs été engagée devant la Cour européenne des droits de l'homme** et donné lieu à un règlement amiable, selon les avocats. En mars 2022, un Syrien a aussi déposé un recours devant la justice européenne contre Frontex pour un refoulement dans les eaux de la mer Égée. Il réclame 500 000 euros d'indemnisation. Le jour des faits, le 28 avril, le syrien est arrivé avec une vingtaine d'autres demandeurs d'asile sur l'île de Samos, en Grèce, avant d'être renvoyés "*par les autorités*" sur un canot pneumatique surchargé, selon lui. Ils ont alors été abandonnés en mer pendant 17 heures, tandis qu'un avion "*de Frontex surveillait la situation*". Puis ils ont été repoussés vers la Turquie, où le requérant vit désormais. Frontex a, ces dernières années, été plusieurs fois accusée de complicité dans les refoulements de migrants de la Grèce vers la Turquie. En Méditerranée centrale aussi, l'agence est aussi pointée du doigt pour son rôle dans les interceptions de canots par les garde-côtes libyens. En juillet 2023 - quelques semaines après le terrible naufrage en Grèce d'un bateau de 600 personnes - la médiatrice de l'UE, a également ouvert une enquête pour "*clarifier le rôle*" de l'agence européenne dans cette opération de sauvetage. Elle veut notamment se pencher sur le partage d'informations entre Frontex et les autorités grecques en matière de recherche et de sauvetage. Elle coordonne son enquête avec le médiateur grec qui a "*la compétence d'examiner*" la façon dont Athènes s'est occupé du chalutier. L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, a assuré "*continuer à mettre en place davantage de garde-fous pour s'assurer que les droits des personnes sont pleinement respectés*". L'agence a déclaré qu'elle demandait "*désormais aux Etats membres de confirmer que les personnes ont reçu des décisions de retour exécutoires, qu'elles ont eu la possibilité de demander une protection internationale et que leurs demandes ont été correctement traitées*".

ALLEMAGNE

Mercredi 13 septembre 2023, le ministère allemand de l'Intérieur a indiqué que **l'Allemagne suspendait l'accueil volontaire de demandeurs d'asile en provenance d'Italie**, prévu par les accords européens, en raison d'une "**forte pression migratoire actuelle vers l'Allemagne**" et **du refus d'Italie de reprendre les demandeurs d'asile enregistrés dans le pays**. Le gouvernement allemand a informé Rome de sa décision "*fin août*", a indiqué un porte-parole du ministère de l'Intérieur. La décision vaut "*jusqu'à nouvel ordre*", ont prévenu les autorités allemandes. Le règlement de Dublin prévoit que le pays d'arrivée d'un migrant dans l'UE traite sa demande d'asile. L'Italie dénonce régulièrement le manque de solidarité européenne dans l'accueil des migrants. Le gouvernement italien ne reprend plus les demandeurs d'asile que veulent lui transférer d'autres pays, ayant indiqué en décembre 2022 à ses partenaires que le pays n'avait plus les capacités d'accueil suffisantes. "*Sur plus de 12 400 demandes de prise en charge faites à l'Italie cette année jusqu'à fin août, 10 transferts ont été réalisés jusqu'à présent*", a confirmé le porte-parole du ministère. Dans le

cadre du mécanisme volontaire de relocalisation, l'Allemagne a jusqu'à présent accepté le transfert de 1 700 demandeurs d'asile arrivés dans le sud de l'Europe, sur les 3 500 personnes qu'elle s'est engagée à accueillir. Le bilan de ce mécanisme annoncé le 11 juin 2022 par le ministre de l'Intérieur français, est très mitigé. Alors que l'objectif était de relocaliser 8 000 demandeurs d'asile depuis les pays d'arrivées en juin 2023, seules 1457 relocalisations (32 transferts, au total) avaient eu lieu depuis tous les pays MED5 - Chypre, Espagne, Grèce, Italie et Malte - vers l'Allemagne, la France, le Luxembourg, la Bulgarie, la Roumanie, la Finlande, le Portugal et la Croatie. Le sujet de l'accueil des migrants devient aussi très sensible en Allemagne, sur fond de montée en puissance de l'extrême droite dans les sondages et de hausse de l'immigration clandestine depuis plusieurs mois. "*Nous sommes aujourd'hui confrontés à une situation très tendue dans de nombreuses communes d'Allemagne*", a insisté le porte-parole du ministère de l'Intérieur.

BELGIQUE

Plusieurs **jeunes handballeurs burundais portés disparus en Croatie le mois dernier** alors qu'ils participaient au Mondial des moins de 19 ans **ont déposé une demande d'asile en Belgique**. L'information est venue de la secrétaire d'État belge à l'Asile et la Migration. Sans préciser le nombre exact des joueurs présents sur le sol belge, elle a indiqué qu'il s'agissait d'"*une grande partie de l'équipe*". Ces athlètes de 17 ans avaient soudainement disparu le 9 août à Rijeka, ville portuaire de l'ouest de la Croatie, alors qu'ils étaient venus participer au Championnat du monde junior (voir lettre 63). La police croate avait précisé que ces 10 jeunes hommes, "*nés en 2006*", avaient quitté les locaux d'une cité universitaire de Rijeka où ils étaient logés, et qu'ils étaient "*partis dans une direction inconnue*". Le choix de la Belgique n'est pas un hasard. Ancienne puissance coloniale au Burundi, le pays héberge une importante communauté de Burundais et de Belges d'origine burundaise. En outre, en 2022, plus de 5 500 Burundais ont effectué une première demande d'asile dans un pays de l'Union européenne (UE), soit six fois plus que l'année précédente où ils étaient 951. En juillet, le Burundi était la troisième nationalité représentée en nombre de demandes d'asile en Belgique. Reste à savoir si ces athlètes pourront rester. "*Ils relèvent de la responsabilité de la Croatie*", au regard de la circulaire Dublin qui stipule que la demande d'asile doit être examinée par le premier pays d'entrée dans l'UE. La Croatie est un pays membre de l'UE et de l'espace Schengen, pour lequel ils bénéficiaient vraisemblablement d'un visa de court séjour. "*Nos services prennent donc contact avec la Croatie pour organiser leur retour, ce qui n'est possible que s'ils sont majeurs*", a poursuivi la secrétaire d'État. Un test d'âge par scintigraphie osseuse pourrait être pratiqué. Les mineurs sont expulsables sur le sol européen.

Une semaine après l'annonce de la secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, **d'interdire l'accès aux centres d'accueil aux hommes seuls** demandant l'asile (voir lettre 64), **huit associations saisissent le Conseil d'État**. Elles ont déposé mercredi 6 septembre 2023 une "demande de suspension d'urgence" devant la plus haute juridiction du pays. "*Une ligne rouge a été franchie et il est de notre devoir de la remettre en question*", explique l'une des associations requérantes, le Vluchtelingenwerk Vlaanderen. Si la mesure "*est adoptée, la pratique pour laquelle le gouvernement a été condamné des milliers de fois deviendra soudainement une politique officielle*", déplore-t-il. "*Se loger, avoir un toit au-dessus de sa tête, ne sera plus un droit, mais un privilège*". Les associations rappellent que la loi offre pourtant des solutions pour mieux accueillir les exilés, notamment l'activation d'un plan de répartition obligatoire dans toutes les communes belges. "*Si chaque commune accueille seulement cinq personnes supplémentaires, plus personne ne dormirait à la rue (...) et la crise actuelle serait résolue*", insistent les humanitaires. Pour les associations, **interdire l'hébergement des hommes seuls est avant tout une mesure dissuasive**. Le gouvernement agit ainsi "*en espérant que le nombre d'asile en Belgique diminuerait par rapport à nos pays voisins*", croit savoir le Vluchtelingenwerk Vlaanderen, qui dénonce "*une politique cynique et illégale*".

CHYPRE

Vendredi 2 septembre 2023, la ville portuaire de Limassol, au sud de Chypre (UE), a des

airs de désolation. Dans la ville, les vitrines des commerces détruites par les cocktails molotov jonchent le sol tandis que les restes de voitures calcinées continuent lentement de fumer. *"La région s'est rapidement transformée en zone de guerre"*. La veille, environ 200 Chypriotes, vêtus de noirs, ont défilé dans les rues pour crier **leur haine des étrangers**. *"Chypre est grecque"*, ont-ils scandé avant de s'en prendre physiquement à des personnes *"ayant la mauvaise couleur de peau"*. Une femme vietnamienne a vu son commerce pillé et brûlé par les émeutiers. Un Syrien assis sur la plage a été roué de coups. Des témoins ont entendu les agresseurs hurler : *"Jetez-le à la mer"*. Une autre victime, égyptienne, propriétaire d'un restaurant non loin de la plage, a qualifié les violences d'*"inimaginables"*. *"Je vis dans ce pays depuis 14 ans et je n'ai jamais eu de problème avec les Chypriotes"*, a déclaré l'homme. *"Je paie des impôts, je fais tout correctement, je ne cause de problèmes à personne. Pourquoi font-ils cela ?"*. Partout, *"des scènes de chaos"*, et une présence policière quasi-invisible. *"Bien qu'il soit notoire que le front de mer regorge d'entreprises étrangères, il n'y avait aucun policier pour surveiller la zone et repousser les manifestants"*. **Treize personnes ont été arrêtés** le lendemain. Ce n'est pas la première nuit de violences que connaît l'île. La semaine précédente déjà, des attaques et **manifestations racistes** avaient été recensés dans plusieurs autres villes, dont Chlorakas. Là encore, les manifestants exhortaient les étrangers, notamment les Syriens, à *"quitter le pays"*. *"Nous voulons récupérer nos quartiers, nos villages, nos villes qui ont été ghettoïsées"*, a déclaré le parti d'extrême-droite Elam, pour justifier ces violences racistes. Plus de 20 personnes ont été arrêtées à la suite de ces premières émeutes parmi lesquelles huit Chypriotes grecs, un ressortissant grec et douze Syriens. Comment expliquer un tel déchaînement de violences alors que le nombre de demandeurs d'asile à Chypre a chuté de 53% au cours des cinq derniers mois, selon les données fournies par le ministère de l'Intérieur ? Sans doute l'exaspération des habitants vient-elle des chiffres de la police qui montre une augmentation des arrivées de migrants par la mer. Plus de 500 exilés ont foulé le sol chypriote après avoir traversé la Méditerranée sur des bateaux de pêche ou des canots pneumatiques au cours des trois derniers mois. La grande majorité d'entre eux étaient originaires de Syrie, ravagée par la guerre, mais venaient aussi du Liban, en proie à une sévère crise économique. Pour d'autres, l'inefficacité politique et administrative sont aussi un début d'explication. *"Le gouvernement, en particulier au cours des années 2016 à 2022, n'a pas réussi à gérer efficacement l'afflux de migrants et la crise des réfugiés, ce qui a entraîné des retards importants dans le traitement des demandes d'asile"*. Plus récemment, les tensions sur l'île se sont aussi cristallisées autour de l'évacuation d'un complexe immobilier, sans électricité ni eau courante, de la ville côtière de Chlorakas où résidaient presque 1 000 migrants syriens. Depuis 2020, les occupants de ce squat doivent être expulsés pour raisons sanitaires et de sécurité. Mais la situation s'est enlisée. De nombreuses manifestations ont été organisées par les habitants de la commune - et exacerbées par les partis d'extrême droite - pour exiger que ces appartements soient évacués tandis que les exilés protestaient dans le même temps pour être hébergés dignement. Le démantèlement a finalement eu lieu le 22 août 2023 sous grandes tensions. Le parti communiste Akel soutient que l'origine des violences trouve son point de départ dans la gestion de la situation à Chlorakas. *"Le précédent gouvernement a refusé de s'occuper [de ce squat]. On savait depuis des années que ce complexe résidentiel était dans un état révoltant"*. Affirmant être en première ligne face aux flux migratoires au sein de l'Union européenne, Chypre réclame depuis des années plus de fonds et de soutien politique de la part de Bruxelles pour gérer cette question. Proportionnellement à son nombre d'habitants, Chypre est le pays de l'Union européenne qui accueille le plus de demandeurs d'asile. Près de 5% des 915 000 habitants du pays sont des demandeurs d'asile. Depuis plusieurs mois, les autorités chypriotes ont multiplié leurs efforts pour expulser les migrants en situation irrégulière vers d'autres pays – ou les inciter à partir via des programmes de retours volontaires. Quelque 4 370 migrants ont déjà été renvoyés en 2023, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. En 2022, l'île avait expulsé 70 % des migrants entrés illégalement dans le pays, soit 7 000 personnes. Un nombre record facilité par des accords avec les pays d'origine, comme l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan et le Vietnam. Le ministre de l'Intérieur s'est rendu au Liban le 27 juillet 2023 et a annoncé *"une coopération étroite en matière de prévention des flux irréguliers"*. Pour se faire, est notamment prévue des formations de

patrouilles conjointes pour empêcher les arrivés de bateaux. A cette occasion, le gouvernement chypriote a insisté sur l'accord qui permet à Chypre de "renvoyer" les migrants vers le Liban qu'il considère comme "pays tiers sûr". Un durcissement qui porte ses fruits. Le nombre de demandeurs d'asile à Chypre a chuté de 53% au cours des cinq derniers mois, selon les données fournies par le ministère de l'Intérieur. Pour tenter de dissuader les candidats à l'exil de rejoindre le pays, les autorités chypriotes ont récemment lancé une campagne d'information sur les réseaux sociaux. En outre, le gouvernement a annoncé mercredi 19 juillet 2023 : les demandeurs d'asile arrivés à partir de janvier 2023 à Chypre seront exclus du programme de réinstallation dans un autre État membre de l'Union européenne (UE). Mais, l'île a besoin de la présence de migrants, ne serait-ce que pour préserver la santé économique du pays. "**L'économie chypriote s'effondrerait sans les travailleurs migrants**", a rappelé lundi 4 septembre 2023, le ministre du Travail pour tenter de calmer les tensions. **Les étrangers représentent près d'un quart de la main-d'œuvre.** "Au total, 110 000 ressortissants de pays tiers travaillent actuellement légalement sur l'île – et cotisent à la sécurité sociale, contre 340 000 Chypriotes grecs", a ajouté le ministre.

CROATIE

Samedi 11 septembre 2023, plusieurs dizaines d'exilés auraient tenté de monter dans de force dans le train n°522 Split-Zagreb, entré à 18h55 en gare de Plaški et qui transportait quelque 70 passagers. Selon des témoignages contradictoires, ils auraient manifesté un comportement « violent », jusqu'à ce que les autres passagers les chassent du train. Cette version a beaucoup circulé durant le week-end dans les médias croates, mais les Chemins de fer croates (HŽ) ont finalement confirmé que plusieurs dizaines de migrants avaient bien essayé de monter dans le train en gare de Plaški, mais ils ont été expulsés de la gare. Pour sa part, la police affirme qu'il n'y a eu aucun trouble à l'ordre public, les migrants n'étant même pas montés dans le train lorsqu'ils ont réalisé qu'il se dirigeait vers Zagreb et non vers Ogulin, où ils voulaient se rendre.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-info>

ESPAGNE

Selon le décompte du gouvernement des îles Canaries, **2 692 personnes sont arrivées dans l'archipel espagnol pour le seul mois d'août 2023**. Soit plus du double par rapport au même mois en 2022 (1 075 personnes). Une augmentation "*critique*" selon les ONG qui craignent une saison automnale compliquée sans le concours de l'État : sur certaines îles, notamment à el Hierro et Lanzarote, les structures et les moyens humains manquent pour accueillir dignement les exilés. La situation est même urgente : "*Les ONG travaillant dans la région avertissent que la situation est très préoccupante et qu'à l'heure actuelle, elles ne peuvent pas prédire l'ampleur de la crise qui débutera en septembre*". Lundi 4 septembre 2023, plus de 160 migrants ont été secourus au large de l'île de Grande Canarie. Sur El Hierro, par exemple, il n'existe que deux centres d'accueil - surpeuplés - où adultes et mineurs sont obligés de cohabiter en attendant leur transfert vers d'autres îles espagnoles. Face à cette situation, les Canaries exigent que Madrid réagisse "immédiatement" pour éviter une nouvelle crise migratoire dans l'archipel. Selon les chiffres du ministère espagnol de l'Intérieur communiqués fin juillet, plus de 16 000 migrants sont arrivés clandestinement en Espagne depuis le début de l'année 2023. La moitié, plus de 8 000, ont débarqué aux Canaries. Cette augmentation s'explique notamment par les récents **départs depuis les côtes du Sénégal**. De plus en plus de Sénégalais fuient la situation économique du pays - miné par l'inflation et la raréfaction des ressources halieutiques - et prennent la mer en direction des Canaries, distantes d'environ **1 500 kilomètres**. D'autres raisons poussent aussi les migrants à prendre la route des Canaries, notamment la multiplication des contrôles en mer Méditerranée.

GRECE

L'ONG « Legal center Lesbos » a annoncé mardi 5 septembre 2023 le **dédommagement d'un réfugié afghan de 25 ans, condamné à tort à de la prison en Grèce**. "*Hier, le tribunal de la Cour d'appel du Nord de la mer Égée a dédommagé de 15 920 euros [un afghan], après trois ans*"

d'emprisonnement injuste". Il était arrivé en Grèce en 2020 et avait été immédiatement arrêté par les autorités grecques, accusé d'être un passeur. Le jeune homme avait été reconnu coupable de contrebande et condamné à une peine de 50 ans de prison, malgré l'absence de preuves. Son tort était d'avoir piloté le canot dans lequel il se trouvait avec d'autres migrants, parti de la Turquie en direction de l'île grecque de Lesbos. En décembre 2022, il avait finalement été acquitté par la Cour d'appel de Lesbos avec un autre compatriote, accusé des mêmes faits et lui aussi condamné à 50 ans de prison en première instance. *"J'ai tellement souffert en prison pour une crime que je n'ai pas commis. L'argent ne me rendra jamais le temps qu'on m'a pris"*, a-t-il déclaré en sortant du tribunal. Pour l'une de ses avocates, ce dédommagement *"contribue – au moins en partie – au rétablissement d'un sentiment de justice qui avait été gravement ébranlé"*. Si L'ONG reconnaît une *"victoire"*, elle n'en oublie pas moins les autres exilés emprisonnés en Grèce pour les mêmes accusations. Selon la loi grecque, toute personne accusée d'avoir conduit un canot de migrants encourt une peine de 10 ans de prison pour chaque passager à bord de l'embarcation. Et ce, même s'il est prouvé que la personne n'a pas été payée pour effectuer la traversée. *"Il ne faut pas oublier que cette affaire n'en est qu'une parmi des milliers"*, déplore le Legal Center Lesbos. Environ 2 000 demandeurs d'asile croupissent dans les geôles grecques pour trafic illégal de migrants. Tous ont écopé de lourdes peines après avoir été reconnus coupables d'avoir conduit les canots dans lesquels ils se trouvaient. En plus d'être accusés d'avoir joué le rôle de passeurs, la justice fait peser sur certains d'entre eux la responsabilité des décès survenus au cours de la traversée. Les exilés condamnés pour un tel motif représentent la deuxième plus grande catégorie de détenus en Grèce. *"Le but de cette criminalisation des demandeurs d'asile est de créer la peur en imposant des sentences très lourdes, et d'en faire des exemples pour dissuader ceux qui seraient tentés de venir sur les îles grecques"*, avait déclaré en 2022, le directeur du Conseil grec pour les réfugiés.

Des milliers de migrants et de réfugiés en Grèce poussent un soupir de soulagement après que le gouvernement a annoncé **l'extension de PHILOS, un programme de soins de santé** offrant un accès gratuit aux services de santé publique. Ce programme, soutenu par l'UE, devait s'arrêter ce mois de septembre 2023, mais il a été prolongé jusqu'au 15 février 2024. Cela signifie que des milliers de migrants et de réfugiés sans papiers ne perdront pas leurs prestations de santé vitales, tandis que 670 professionnels de la santé conserveront leur emploi.

L'Initiative antiraciste de Larissa, en Thessalie, dénonce **l'évacuation du camp de réfugiés de Koutsochero pour loger des victimes des inondations** de ces derniers jours. *« Ils 'jettent' sans vergogne les 900 réfugiés qui vivaient dans le camp et travaillaient dans les environs. Ils sont censés les transférer dans d'autres structures, mais celles-ci sont surpeuplées et en mauvais état »*, note le communiqué, qui dénonce *« un État raciste qui n'hésite pas à jeter les gens comme des ordures, reprenant effrontément le slogan de l'extrême droite 'Les Grecs d'abord' et mettant en concurrence des gens dans la misère. »*

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-demieres-info>

ITALIE

La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné l'Italie. Le 16 février de 2017, une ghanéenne est placée dans un centre pour migrants à Côme, dans le nord de l'Italie. Agée de 17 ans, cette elle réclame à plusieurs reprises aux autorités d'être hébergée dans une structure pour mineurs non accompagnés. Victime d'abus sexuels dans son pays d'origine et en Libye – avant son arrivée en Italie – elle se montre mal à l'aise dans le centre pour adultes, qui n'est pas approprié à sa vulnérabilité. Pourtant, elle passe huit mois dans la structure. L'adolescente n'a quitté le lieu qu'après que son avocat a demandé et obtenu l'intervention urgente de **la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH)**. La CEDH a rendu son jugement définitif le jeudi 31 août 2023 et estimé que Rome lui avait infligé un *"traitement inhumain et dégradant"* en la maintenant dans un centre qui n'était pas adapté à ses besoins spécifiques. **L'Italie a été condamnée à une amende de 6 000 euros en réparation du préjudice moral et à lui verser 4 000 euros supplémentaires pour couvrir les**

frais de justice. La jeune femme a également obtenu à la fin de l'année 2017 la protection internationale dans le pays. Ce n'est pas la première fois que l'Italie est épinglée par la CEDH pour les mêmes faits. L'an dernier, la Cour avait déjà condamné le pays pour avoir placé un Gambien mineur dans un camp pour adultes en 2016. Rome avait dû verser au requérant 7 500 euros de dommages, et 4 000 euros pour les frais de justice. En mars 2023, Rome avait été jugée pour une autre affaire : elle concernait quatre migrants tunisiens transférés à Lampedusa après leur sauvetage par un navire italien. Les quatre exilés avaient saisi la justice en 2017 pour "*traitements inhumains et dégradants*" dans le centre de l'île, rétention "*dépourvue de base légale claire*" et "*expulsions collectives*" vers leur pays d'origine sans appréciation individuelle. La Cour avait exhorté l'Italie à verser 8 500 euros à chacun des requérants.

Lampedusa

L'île italienne a vu arriver environ **5 000 migrants pour la seule journée de mardi 12 septembre 2023**. Le lendemain **13 septembre 2023, ce sont plus de 3 000 exilés** qui y ont débarqué. Au total une centaine de canots ont accosté à Lampedusa en 24 heures. **Des scènes chaotiques** se sont déroulées en pleine mer. Au petit matin mercredi 13 septembre 2023, un canot de 46 migrants a chaviré à l'arrivée des garde-côtes au large de Lampedusa. Tous les exilés, tombés à l'eau, ont pu être secourus mais **un bébé de cinq mois est mort dans l'accident**. Une affluence qui a créé des scènes de chaos à l'embarcadère mardi. Sur des images diffusées on aperçoit une file d'embarcations surchargées attendant de pouvoir entrer dans le port. D'autres vidéos montrent des exilés entassés à l'embarcadère, épuisés après une éprouvante traversée de la Méditerranée. Les policiers, munis de matraques et de boucliers, ont poussé violemment les migrants qui, retenus sous le soleil brûlant, demandaient d'être évacués. Certains sont tombés au sol. La Croix-Rouge, présente au point de débarquement : ne parvenant pas à atteindre la foule, l'ONG a jeté des bouteilles d'eau en direction du groupe. **Des bousculades** ont eu lieu au moment de la distribution de nourriture organisée par la Croix-Rouge. Plusieurs centaines d'exilés se sont rassemblés pour accéder aux sacs contenant des vivres, de peur qu'il n'y en ait pas assez pour tout le monde. Certaines personnes sont tombées par terre et ont manqué de se faire piétiner. La distribution de repas s'est finalement déroulée dans le calme, après une annonce de l'ONG affirmant **avoir suffisamment de nourriture pour tous les exilés présents**. Le seul centre d'accueil de Lampedusa hébergeait mercredi matin 13 septembre 2023 près de 7 000 personnes, pour une capacité de 1 000 places. La situation y est très tendue. Sur des vidéos, on voit des milliers de migrants, visiblement épuisés, l'air hagard. En début de matinée, mercredi, environ **800 migrants ont été transférés vers la Sicile** et les rotations devraient continuer pour permettre de désengorger le hotspot. Mais il faudra plusieurs jours pour mener à bien les rotations, et les autorités redoutent de nouvelles arrivées. Dans de telles conditions, le maire de Lampedusa : "*Nous n'avons jamais rien vu de tel auparavant, avec des dizaines et des dizaines de petits bateaux escortés par des unités de secours devant le port*". Il a décrété mercredi soir 13 septembre 2023, **l'état d'urgence**. "*Nous réitérons ce que nous demandons depuis des mois, à savoir de l'aide et du soutien*", a-t-il déclaré. Le ministre italien des Affaires étrangères a assuré que Rome "*fera tout ce qui est nécessaire pour aider les habitants de Lampedusa et les migrants qui continuent d'arriver sur l'île*".

POLOGNE

Depuis jeudi 7 septembre 2023, la **quasi-totalité des réfugiés d'un centre surveillé à la frontière avec l'Ukraine ont cessé de manger**, et même de boire pour certains. L'un d'eux, joint par téléphone, car aucun journaliste n'est admis dans le centre, et qui préfère rester anonyme, explique ses revendications : « *On proteste, parce qu'on aimerait que la loi soit respectée. On aimerait savoir combien de temps on va rester ici. Trois mois ? Six mois ? Si on va m'expulser, j'aimerais savoir comment ça va se passer. On ne sait rien.* » Depuis, le personnel du centre tente d'intimider les grévistes. « *On était dans la cour, et les gardes ont pris l'un de mes collègues et ont voulu le forcer à signer des papiers pour qu'il soit transféré dans un autre centre. Sans savoir où* ». Les réfugiés du

centre ont alors montré leur soutien à leur collègue. Un groupe d'hommes cagoulés avec des barres de fer dans les mains est entré. Ils nous ont frappés et ont emmené notre collègue de force. Pour une femme qui travaille avec une association d'aide juridique pour les réfugiés en Pologne, il est important d'élargir aussi la durée de séjour dans ces centres : « *L'Union européenne dit qu'on ne peut pas rester dans ces camps plus de six mois. Et après ces six mois, les gens sont très déprimés et il y a régulièrement des tentatives de suicide dans ces camps.* » En Pologne, plus de 1 500 réfugiés illégaux sont détenus dans ces centres surveillés. Dans des conditions qui ont même alerté le commissaire polonais aux droits de l'homme.

<https://www.rfi.fr/europe/20230909-pologne-pr%C3%A8s-de-100-r%C3%A9fugi%C3%A9s-entament-une-gr%C3%A8ve-de-la-faim-dans-un-centre-surveill%C3%A9>

SLOVAQUIE

À quelques semaines des élections législatives en Slovaquie, la question migratoire est au cœur des débats. Depuis plusieurs jours, la colère monte dans les petites villes du sud du pays, près de **la frontière avec la Hongrie**. La région voit arriver **de plus en plus de migrants** venus du pays voisin, majoritairement des personnes **originares de Syrie**, qui passent quelques nuits dans des parcs ou des terrains de sport **avant de reprendre leur route**. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, le nombre d'exilés interpellés dans la zone frontalière a été multiplié par neuf cette année, pour atteindre **27 000 personnes depuis janvier 2023**. Cette hausse des arrivées intervient quelques semaines après **la libération par la Hongrie voisine de 1 400 passeurs**. "*Ces migrants étaient auparavant en Hongrie. Le fait est qu'ils parviennent [à atteindre la Slovaquie] sans aucun problème*", a déclaré la présidente. Mercredi 6 septembre 2023, le Premier ministre slovaque, a tenté de contenir cet afflux en annonçant le **déploiement de centaines de militaires à la frontière slovaquo-hongroise**. Jusqu'à la fin de l'année au moins, ce sont 500 soldats qui patrouilleront aux côtés des policiers pour surveiller la région et aider à l'enregistrement des migrants. Si certains espéraient la construction d'un **mur entre les deux pays, ce n'est pas à l'ordre du jour**, d'après le président de la police slovaque. "*On nous reproche souvent de ne pas fermer entièrement la frontière avec la Hongrie. Les 655 km ne peuvent tout simplement pas être fermés*", estime-t-il. "*Les Hongrois, par exemple, ne sont même pas en mesure de sécuriser les 175 km dont ils disposent avec la Serbie malgré une double clôture, des capteurs de mouvements et des caméras*". De son côté, le Premier ministre a rappelé que la Slovaquie n'était qu'une étape sur la route des exilés, désireux d'atteindre d'autres pays comme l'Allemagne ou l'Autriche. "*Je voudrais assurer aux citoyens que nous parlons toujours de migration de transit*". En plus du déploiement des soldats, il a demandé à son gouvernement **d'améliorer les conditions de vie dans les centres d'hébergement d'urgence**. Les migrants attendent des jours dans ces structures, en attendant d'être enregistrés par la police. Avec l'augmentation du nombre d'exilés, la machine se grippe et ils doivent patienter plus longtemps dans les camps. Les autorités ont ouvert des structures à la hâte, mais elles ne sont pas équipées pour prendre en charge autant de personnes, aussi longtemps. Le centre de Velky Krtis, petite ville à une dizaine de kilomètres de la frontière hongroise, en fait l'amère expérience. Le district a même déclaré l'état d'urgence le 1er septembre 2023 pour faire face à cet afflux inédit. Mercredi 4 septembre 2023 matin, environ 750 exilés étaient entassés dans la structure, entourée de barbelés, en attendant d'être enregistrés par la police. Une partie d'entre eux ont été transférés dans d'autres régions du pays mais la situation dans le centre reste problématique. "*Ces personnes sont placées [dans le centre] dans des conditions inhumaines*", avait alerté début septembre dans la presse locale le chef de la police de Velky Krtis. Sur ce site, un hangar de production industriel, les exilés dorment pas terre, ils n'ont pas accès à des douches, les sanitaires sont des toilettes de chantier, la nourriture et l'eau potable n'étaient jusque-là pas distribuées en nombre suffisant. Depuis mercredi, les autorités, en collaboration avec la Croix-Rouge slovaque, fournissent des repas et de l'eau aux migrants trois fois par jour. Une mesure nécessaire, mais loin d'être suffisante. "*Les gens n'ont rien à faire là. Il y a des personnes dehors, près de la clôture, d'autres à l'intérieur. On les entend crier 'pas de nourriture, pas de nourriture'. Cela fait froid dans le dos. J'en ai vu des choses mais jamais à ce niveau-là. [Ce camp] n'a rien à*

voir avec un pays civilisé". Et les autorités locales redoutent un drame. Pour se réchauffer la nuit, les exilés allument des feux de camp, qui pourraient s'étendre à l'usine de bois située juste à côté du site.

EUROPE

BIELORUSSIE

La tension monte encore d'un cran entre la Biélorussie et la Pologne. **Minsk a accusé lundi 11 septembre 2023 les forces polonaises de faire usage d'armes à feu à la frontière** entre les deux **pays pour repousser les migrants de leur territoire**. *"Ces derniers temps, plusieurs incidents ont été relevés au cours desquels des militaires polonais ont conduit à la frontière avec la Biélorussie des étrangers et les ont forcés à passer à travers une porte prévue pour les animaux"*, ont affirmé les garde-frontières biélorusses. Les accusations sont encore plus graves : *"Pour faire peur aux gens, les militaires polonais ont dirigé leurs armes sur les réfugiés et tiré au-dessus de leurs têtes"*, ont-ils poursuivi. *"L'usage par des militaires étrangers d'armes à la frontière constitue les prémices extrêmement dangereuses d'un conflit frontalier"*, avertissent les garde-frontières. Depuis l'été 2021, les tensions sont récurrentes entre Minsk et Varsovie. À cette période, des milliers d'exilés, principalement du Moyen-Orient, avaient traversé ou tenté de traverser la frontière polonaise depuis le sol biélorusse. Le régime de Minsk avait été accusé d'orchestrer cet afflux, avec son allié russe, pour déstabiliser l'Union européenne. Depuis cet afflux, la Pologne a construit une barrière métallique équipée d'installations électroniques et a approuvé une loi autorisant les refoulements de migrants. Une pratique illégale au regard du droit international. En août dernier, la situation s'est encore tendue entre les deux pays, suite à l'arrivée de milliers de mercenaires du groupe russe Wagner sur le sol biélorusse. Deux hélicoptères biélorusses ont brièvement violé l'espace aérien polonais. 10 000 militaires supplémentaires ont été envoyés pour surveiller la frontière avec son voisin. **Ce récit officiel d'une menace à la frontière est déployé avec vigueur à quelques semaines des élections législatives en Pologne**, fixées au 15 octobre 2023. Certaines voix s'étonnent de cette temporalité qui tombe à pic pour le Premier ministre, en pleine campagne pour le parti ultraconservateur Droit et Justice (Pis). Cette route migratoire connaît cependant depuis le début de l'été un regain d'intérêt. Selon les garde-frontières polonais, 19 000 migrants ont tenté d'entrer en Pologne depuis le janvier 2023, contre 16 000 pendant toute l'année 2022. Et rien qu'en juillet dernier, plus de 4 000 exilés ont tenté de franchir la frontière polonaise. Dans le même temps, les violences continuent à la frontière, selon les ONG. *"Récemment, de plus en plus de réfugiés parlent de l'augmentation de la violence de la part des services polonais"*, indiquait en août l'association Grupa Granica. D'après les témoignages des migrants, les garde-frontières leur prennent parfois leurs chaussures, de la nourriture et de l'eau. *"Ils endommagent aussi délibérément les sacs à dos et détruisent systématiquement les téléphones."* Certaines personnes portent les stigmates de leur passage à la frontière : des *"coupures"* et *"fractures"*, causées par la barrière ou brûlures *"dues au gaz [lacrymogène] utilisé par les services polonais"*. Ce dernier provoque aussi *"des toux très fortes"* et *"une cécité momentanée, provoquant désorientation et panique chez les exilés"*.

BOSNIE-HERZEGOVINE

Le service pour les étrangers de Bosnie-Herzégovine a comptabilisé 15 989 entrées de migrants dans le pays entre janvier et juin 2023, ce qui représente **une augmentation de 55,5%** par rapport à la même période de l'année précédente.

<https://www.courrierdesbalkans.fr/Refugies-Balkans-Les-dernieres-info>

CHYPRE

Pendant plusieurs nuits chaotiques, des **commerces** - notamment arabes - ont été **brûlés et pillés, des étrangers ont été agressés, frappés, menacés de mort**. Les manifestations racistes visaient particulièrement les Syriens, nombreux à fouler le sol chypriote ces trois derniers mois après

avoir traversé la Méditerranée sur des bateaux de pêche ou des canots pneumatiques. Mais pas seulement. Des Africain présents sur l'île depuis des années disent avoir été victimes de ces violences. *"J'ai un peu peur de sortir le soir maintenant"*, confie une Congolaise qui vit à Nicosie. *"Je connais des Noirs qui ont été menacés par les Chypriotes, on en parle entre nous sur les réseaux sociaux. Ça fait très peur !"* S'ils paraissent plus invisibles aujourd'hui, de nombreux Africains subsahariens sont arrivés entre 2020 et 2022 à Chypre, après avoir choisi de délaisser les autres routes migratoires vers l'Europe comme la Méditerranée, jugée trop meurtrière, ou la route des Canaries, tout aussi dangereuse. En passant par la Turquie via un simple billet d'avion sans visa nécessaire, de nombreux Subsahariens ont ainsi débarqué sur l'île - côté turc - avant de traverser la ligne de démarcation et venir du côté grec pour y demander l'asile. La vague de violences anti-migrants qui s'abat actuellement sur l'île n'épargne donc personne. *"La situation dans son ensemble reste volatile"*, résume la coordinatrice au sein du Conseil chypriote pour les réfugiés (CyRC). *"Les attaques ont définitivement créé un sentiment de peur dans les différentes communautés, les plus graves ayant touché les villes de Limassol et de Paphos. À Limassol, des informations font état d'attaques quasi quotidiennes [...] Toutes les personnes qui semblent non-Chypriotes risquent d'être prises pour cible."* Même inquiétude du côté des autres associations d'aide aux migrants. *"Nous condamnons fermement tous les cas de violence qui ont eu lieu. Nous appelons toutes les autorités étatiques compétentes à adopter des mesures pour résoudre ce problème avant qu'il ne s'aggrave"*, peut-on lire dans un communiqué inter associatif publié le 29 août 2023. *"Cette année, un garçon noir a été victime d'une attaque motivée par des préjugés [racistes] de la part d'autres enfants de son école, tandis que des chauffeurs-livreurs d'origine asiatique ont été victimes de multiples attaques entraînant des blessures physiques"*. Affirmant être en première ligne face aux flux migratoires au sein de l'Union européenne (UE), Nicosie réclame depuis des années plus de fonds et de soutien politique de la part de Bruxelles pour gérer cette question. Proportionnellement à son nombre d'habitants, Chypre est le pays de l'UE qui accueille le plus de demandeurs d'asile. Près de 5% des 915 000 habitants du pays sont des demandeurs d'asile. Refusant de laisser le champ libre à ces milices d'extrême-droite, la société civile chypriote a **organisé dimanche 10 septembre 2023 un rassemblement de soutien aux réfugiés**. Des milliers de personnes ont participé à cette marche pacifique dans le centre de Nicosie. *"Ne touchez pas aux migrants"*, ou *"Tous ensemble, nous anéantirons les néonazis"*, ont scandé les manifestants. *"Je suis très heureux d'avoir vu ça"*, a confié un participant, de retour de la manifestation, dimanche soir. *"Je suis rentré chez moi, et je n'avais plus peur. Ça fait du bien"*.

ROYAUME-UNI

Un Égyptien de 25 ans, a été **condamné** vendredi 1er septembre 2023 à **trois ans et deux mois de prison**, par le tribunal de Salisbury, dans le sud de l'Angleterre. Le jeune homme a été reconnu coupable d'aide à l'immigration illégale et de tentative d'entrée illégale dans le pays. Il a été arrêté à son arrivée au Royaume-Uni après avoir traversé illégalement la Manche en juillet 2022. Les autorités britanniques ont retrouvé sur son téléphone des selfies le montrant en train de piloter le canot pneumatique. L'Égyptien *"a pris en charge une petite embarcation dangereusement surchargée, dans laquelle se trouvait une cinquantaine de migrants"*, a écrit le ministère de l'Intérieur. *"Les photos ont été prises peu avant l'interception du bateau pneumatique par les forces aux frontières et montrent [l'égyptien] posant avec sa main sur la barre tandis qu'il dirige le bateau vers le Royaume-Uni"*, a ajouté le ministère. *"Mettre des vies en danger en faisant traverser la Manche à des hommes, des femmes et des enfants dans des canots pneumatiques ne sera pas toléré et nous continuerons à travailler sans relâche pour mettre fin à ces traversées totalement inutiles et veiller à ce que les responsables soient mis derrière les barreaux"*, a commenté le secrétaire à l'Immigration. Ce genre de condamnation s'enchaîne depuis un an au Royaume-Uni, avec l'adoption du Nationality and Borders Act (Naba). Le texte, signé en juin 2022, est venu amender et renforcer une loi datant de 1971, criminalisant l'entrée illégale sur le territoire britannique. De plus en plus d'exilés sont ainsi accusés d'entrée illégale en étant considérés comme pilotes des canots. Selon un article universitaire,

près de **200 personnes ont été inculpées** depuis février 2023 en Angleterre sur la base de la nouvelle législation. Pour qu'une personne soit accusée d'avoir piloté une embarcation, il suffit d'avoir été identifié comme ayant eu "*la main sur la barre du canot même temporairement*", a constaté l'auteur de l'article et membre du laboratoire de recherche Border Criminologies. Dans au moins une des affaires observées au tribunal par le réseau de chercheurs dont elle fait partie, "*la simple "proximité" de la barre du canot a été suffisante pour justifier l'inculpation*". Et ce, malgré les dénégations du prévenu. Cette voie prise par les autorités britanniques n'est pas sans rappeler celle appliquée - à un degré supérieur, pour le moment - par la Grèce. Régulièrement, des migrants sont condamnés à des peines de prison dépassant la centaine d'années ; bien qu'en pratique, le temps passé derrière les barreaux soit limité à 20 ans dans la législation grecque. Malgré un durcissement de la législation, qui interdit désormais aux migrants parvenus illégalement sur le sol britannique d'y demander l'asile, **le gouvernement peine à enrayer ce phénomène.**

Les autorités britanniques ont détecté **872 arrivées de migrants ayant traversé la Manche** sur de petites **embarcations pour la seule journée de samedi 2 septembre 2023**. Un record depuis le début de l'année imputé à une météo favorable. L'été reste la période la plus propice pour ces traversées périlleuses et le mois d'août a connu un record mensuel, avec plus de 5 300 personnes arrivées sur une centaine de petits bateaux. Au total, plus de 21 000 personnes sont arrivées au Royaume-Uni par la mer depuis le début de l'année. Plus de 100 000 personnes ont traversé la Manche sur des petites embarcations à partir de la France depuis que le Royaume-Uni a commencé à comptabiliser ces arrivées en 2018. La plupart demande l'asile, ce qui a entraîné un engorgement du système d'accueil et de traitement de ces demandes, avec plus de 175 000 personnes qui attendent une décision.

Cent-quarante organisations britanniques, parmi lesquelles la Croix-Rouge, Shelter, Crisis ou encore le Refugee Council, **alertent sur le nombre croissant de réfugiés se retrouvant sans-abri** dans un courrier adressé le mardi 5 septembre 2023 à la ministre de l'Intérieur et au secrétaire d'État au logement. Ces dernières semaines, les associations ont constaté, sur le terrain, des changements dans les délais accordés aux demandeurs d'asile dont le statut de réfugié vient d'être reconnu pour basculer vers le logement. Cette évolution plonge les personnes "*dans la misère et l'errance, au lieu de recevoir le soutien et la protection auxquels elles ont droit*", exposent les associations dans leur lettre. D'ordinaire, les **demandeurs d'asile obtenant leur statut de réfugié ont 28 jours pour quitter leur lieu d'hébergement** - qu'il s'agisse d'une structure d'accueil ou d'une chambre d'hôtel - financé par le Home Office (l'équivalent britannique du ministère de l'Intérieur). Jusqu'ici, ces 28 jours étaient décomptés à partir du moment où, suite à la notification de la décision positive, les personnes recevaient leur Biometric Resident Permit (BRP). Cette carte d'identité, mentionnant leur statut de réfugié et leur droit au séjour, est nécessaire pour accéder au logement, à un compte bancaire, ou encore aux aides sociales. Sauf que depuis quelques semaines, ce **compte à rebours** est enclenché par l'administration dès la notification de la décision positive. **Avant même, donc, la réception du BRP, qui peut mettre deux à trois semaines pour arriver à son destinataire.** À cause de ce changement de pratique, doublé des lenteurs de l'administration dans la délivrance du BRP, le délai pour déménager est la plupart du temps réduit à "*sept jours*", affirment les associations signataires du courrier. Conséquence : le nombre de **réfugiés se retrouvant à la rue explose**, témoignent les associations, placées sous une pression inédite pour les accompagner. « Hope at Home », une organisation soutenant les victimes de l'esclavage moderne, connaît un taux de référencement cinq fois plus élevé qu'à la même période en 2022. "*Sur les 16 personnes qui nous ont été référées en août 2023, six avaient reçu une notification d'expulsion avec seulement sept jours pour trouver un autre logement*", indique le directeur de Hope at Home. "*Tous sont désormais très probablement soit en train de squatter sur un canapé, soit en situation de sans-abrisme*". L'association n'a pas pu les mettre à l'abri, leur réseau d'hébergeurs solidaire étant limité. L'association Refugees at Home, dédiée à l'hébergement solidaire, s'est vue orienter 213 réfugiés en août 2023, contre 72 en août 2022. Soit trois fois plus. Parmi eux, une femme éthiopienne de 41 ans, a été forcée

de dormir à la porte de l'hôtel dont elle venait de se faire expulser. Ou encore un Soudanais se retrouvant à dormir dans les couloirs d'un aéroport. *"Nous encourageons les individus à planifier leur avenir dès que possible après avoir reçu leur décision"*, soutient un porte-parole du Home office. *"La pression sur le système d'asile a continué de croître"* justifie-t-il, avant d'ajouter : *"l'hébergement à l'hôtel coûte un montant inacceptable de 6 millions de livres sterling par jour"*. *"Même si nous comprenons le besoin urgent de déplacer les gens des hôtels vers des logements plus appropriés, le moyen d'y parvenir n'est pas de les expulser vers le sans-abrisme"*, estime la directrice de l'ONG anglaise NACCOM (No Accomodation Network). Un Afghane sur cinq se déclare sans domicile fixe auprès des autorités locales, après avoir dû quitter son hébergement dans le cadre des évictions ordonnées par le Home Office. Sans compter les exilés qui ont pu sortir des radars des conseils locaux en quittant leurs hôtels. Les hôtels n'ont *"jamais été pensés comme une solution durable"*, s'était défendu le ministre du gouvernement chargé des anciens combattants, qui porte ce dossier. Les organisations signataires du courrier constatent à nouveau, avec la restriction du délai laissé à l'ensemble des réfugiés, le décalage entre les exigences du Home Office et les capacités des autorités locales. Ces dernières *"n'ont pas été informées des nouvelles dispositions, ce qui signifie qu'elles ne sont pas prêtes à réagir rapidement"*, écrivent les 140 organisations. De quoi mettre des *"pressions inutiles"* sur ces autorités, *"qui ont déjà du mal à trouver un logement pour d'autres groupes de population"*. Les associations demandent donc un retour à la règle qui prévalait sur le délai des 28 jours. À savoir, ne pas démarrer le compte à rebours avant l'obtention de la carte d'identité. Reste que ce délai était déjà jugé insuffisant par de nombreuses organisations. *"Il est extrêmement difficile pour les réfugiés de trouver un logement et d'obtenir une aide financière"* dans ce laps de temps, rappelle le Refugee Council mardi. Les 140 organisations demandent donc au gouvernement de travailler sur une extension du délai à 56 jours. Ces 56 jours correspondent au délai jugé raisonnable pour trouver un logement, fixé par le Homelessness Reduction Act (loi de réduction du sans-abrisme), une feuille de route ratifiée par le gouvernement britannique en 2017. Le gouvernement doit permettre aux réfugiés *"de reconstruire leur vie en leur donnant beaucoup plus de temps pour s'installer, avec un soutien approprié et en leur permettant de travailler après six mois passés dans le système d'asile"*, conclut Enver Solomon, directeur exécutif du Refugee Council.

Le Royaume-Uni va utiliser les tests osseux pour déterminer l'âge des jeunes migrants qui se disent mineurs, a annoncé, mardi 12 septembre 2023, le gouvernement. Ce projet *"autoriserait l'utilisation des radiographies pour déterminer scientifiquement l'âge"* d'une personne lorsque la question se pose. Les radios des dents, des os des mains et des poignets et des IRM des genoux et des clavicules pourront être pratiqués. La mesure fait partie d'un ensemble de nouvelles dispositions qui seront présentées au Parlement cette semaine, a indiqué le ministre de l'Immigration, défendant *"une nouvelle étape cruciale"* dans la lutte du pays contre l'immigration illégale. Ces tests sont utilisés dans plusieurs pays d'Europe mais ils sont très contestés par la communauté scientifique en ce qui concerne sa fiabilité de ces examens. La maturité osseuse peut varier selon le sexe et l'état nutritionnel de l'enfant. En France, leur pratique a été validée en 2019 par le Conseil constitutionnel qui a reconnu que ces examens *"peuvent comporter une marge d'erreur significative"*. Mais ils ont aussi jugé que la loi prévoyait suffisamment de garanties. Jusqu'ici, le Royaume-Uni faisait plutôt figure d'exception au niveau européen car les services de l'immigration préféraient aux tests osseux des entretiens détaillés avec le migrant pour déterminer son âge. Mais, entre 2016 et juin 2023, il y a eu 11 275 cas de litiges sur l'âge des demandeurs d'asiles et dans près de la moitié des cas (5 551), les personnes concernées ont finalement été considérées comme des adultes, avance le ministère britannique de l'Immigration pour justifier ce changement de méthode. Le gouvernement a promis de développer des voies *"sûres et légales"* d'entrée au Royaume-Uni pour demander l'asile, à l'image des dispositifs prévus pour les réfugiés Ukrainiens fuyant la guerre ou les personnes menacées par les talibans en Afghanistan. Le gouvernement a précisé mardi qu'il dévoilerait en janvier prochain des propositions en ce sens.

Le Royaume-Uni accueille les familles de demandeurs d'asile avec enfants dans des

hébergements provisoires dans des conditions "inhumaines" et inadaptées, déplore Human Rights Watch (HRW) dans un rapport publié jeudi 14 septembre 2023 intitulé « *Je me sentais pris au piège* ». Dans ce texte de 100 pages, HRW et l'organisation de défense des droits humains Just Fair dénoncent des conditions "terribles" résultant d'un "échec de longue date" des politiques publiques. Les ONG indiquent avoir interrogé plus de 50 demandeurs d'asile, dont 27 enfants, vivant ou ayant récemment vécu dans des hébergements temporaires (notamment des hôtels) en Angleterre. Nombre de familles ont indiqué qu'elles ont dû **y passer des mois**, parfois même plus d'un an, **malgré l'objectif du gouvernement que les familles** avec enfants rejoignent un hébergement plus pérenne **dans les 19 jours**. Dans le document, les ONG racontent les très nombreuses difficultés soulevées par les demandeurs d'asile, notamment le manque d'espace, **l'humidité, la moisissure et la présence de nuisibles**. "Nous avons l'habitude de voir des rats morts sur des pièges et des rats vivants courir derrière les tuyaux", raconte Aileen, arrivée au Royaume-Uni en juin 2021 avec son mari et leurs deux filles de 12 et 17 ans. La famille vivait alors dans un hôtel à Hounslow, dans l'ouest de Londres. Les chambres étaient "pleines" de rats, ont-elles confié à HRW. "Lorsque nous ou d'autres familles l'avons dit au personnel, ils ont répondu que ce n'était pas un problème qui pouvait être résolu". Le rapport insiste aussi sur les difficultés de scolarisation des enfants qu'ils soient arrivés sur le sol britannique seul ou avec leurs familles. "Parfois, je vais au collège en face de l'hôtel et j'observe les étudiants quand ils sortent", raconte un jeune Afghan non accompagné de 17 ans, vivant dans un hôtel à Bournemouth, dans le sud de l'Angleterre. L'adolescent explique ne trouver **aucune aide pour l'aider à s'inscrire dans une école** depuis mars 2022, date à laquelle il est arrivé au Royaume-Uni. "Je vois que certains des élèves sont Afghans et qu'ils ont l'air heureux. Mon seul espoir et rêve est de retourner à l'école, comme eux". Une Libyenne de 36 ans, a été placée à Bradford, une ville du nord de l'Angleterre, à son arrivée dans le pays. Ses quatre enfants n'ont pas été scolarisés pendant un mois. À force d'insistance, elle a finalement réussi à mettre trois de ses enfants dans une école locale. "Mais le ministère de l'Intérieur [l'a] ensuite transféré Nesreen et sa famille à plus de 125 kilomètres vers un autre hôtel, à Scarborough, dans le nord-est de l'Angleterre", écrit HRW. "Les enfants ont dû encore une fois attendre un mois avant de pouvoir aller à l'école". D'autres sujets sont abordés par l'ONG, notamment l'état de santé des plus jeunes. Elle " nous a raconté que ses enfants, âgés de 6 à 14 ans, avaient des difficultés avec la nourriture", peut-on lire dans le document. "Parfois, la nourriture était insuffisamment cuite. Les plus jeunes ne voulaient pas manger dans cet hôtel. Ils ont tous perdu du poids". Dans certains cas, des médecins ont même exprimé "leur inquiétude" quant à la santé et au développement des enfants. En conclusion, "l'hébergement inhumain et inadapté de personnes qui cherchent à être en sécurité n'est jamais acceptable, et certainement pas dans la sixième économie mondiale", a déclaré la directrice Royaume-Uni chez Human Rights Watch. "Le gouvernement britannique devrait réorienter ses financements vers des logements à long terme et un soutien social adéquats". Même colère de la part de la directrice de Just Fair. "La politique gouvernementale porte directement atteinte à la santé et au bien-être des enfants vulnérables et de leurs familles venus au Royaume-Uni en quête de sécurité". "Au lieu d'opposer demandeurs d'asile et habitants, le gouvernement britannique devrait mobiliser les ressources disponibles pour garantir le respect des droits de chacun". La priorité de l'exécutif n'est pas le bien-être des nouveaux arrivants mais l'arrêt de leurs arrivées - sujet sensible politiquement dans le pays - via la Manche à bord de petites embarcations. Une nouvelle loi interdit d'ailleurs aux exilés arrivés illégalement de demander l'asile et prévoit leur transfert dans un pays tiers, comme le Rwanda - bien que ces mesures soient suspendues à des recours en justice. Les conservateurs au pouvoir veulent également réduire la facture de l'hébergement des demandeurs d'asile, en recourant à des barges ou des bases militaires désaffectées. "Barges, baraquements et installations similaires à grande échelle (...) ne devraient pas être utilisées pour héberger des demandeurs d'asile au Royaume-Uni", plaident enfin Human Rights Watch et Just Fair. "À la place, les demandeurs d'asile devraient être soutenues pour trouver leur propre logement dans l'endroit qu'ils choisissent et avoir le droit de travailler aussi longtemps que leur dossier est examiné".

SERBIE

La police a arrêté près de 400 exilés mardi 12 septembre 2023, au cours d'une grande opération dans le nord de la Serbie et les a transportés vers les centres d'accueil du Commissariat aux réfugiés disséminés dans tout le pays, notamment à Tutin et Preševo (sud). Le communiqué de presse de la police précise que trois fusils automatiques, un fusil semi-automatique et un pistolet ont été trouvés lors d'une opération aux alentours de Subotica, Sombor et Kikinda. Cette opération faisait suite à des fusillades qui se sont produites à Subotica les 8 et 11 septembre 2023, au cours desquelles deux migrants ont été tués. Les heurts entre réseau de passeurs sont en effet de plus en plus violents. Dès le 13 septembre 2023, des unités de la Gendarmerie patrouilleront dans la région de Srebrenica.

INTERNATIONAL

Plus de 7 millions d'enfants réfugiés à travers le monde ne sont pas scolarisés, selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés ; ce sont les étudiants qui sont en majorité exclus de la scolarité. Ces données provenant de plus de 70 pays d'accueil de réfugiés révèlent que 38% sont inscrits au niveau préscolaire, 65% au niveau primaire, 41% au niveau secondaire et seulement 6% au niveau de l'enseignement supérieur. *« Plus on avance dans les études, plus le nombre de réfugiés diminue, car les possibilités d'étudier dans le secondaire et le supérieur sont limitées »*, souligne le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, dans l'avant-propos du rapport. Dans tous les pays, à l'exception des pays à faibles revenus, les réfugiés sont beaucoup moins nombreux à fréquenter l'école, ce qui montre à quel point le manque d'accès limite les perspectives. Le rapport montre qu'à la fin de 2022, le nombre de réfugiés en âge d'être scolarisés a augmenté de près de 50% par rapport aux 10 millions de l'année précédente, principalement en raison de l'invasion de l'Ukraine. Environ 51% d'entre eux, soit plus de 7 millions d'enfants, ne sont pas scolarisés. Avec 20% des réfugiés vivant dans les 46 pays les moins avancés du monde et plus des trois quarts d'entre eux vivant dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, les coûts de l'éducation des enfants déracinés pèsent de manière disproportionnée sur les pays les plus pauvres. *« Il nous faut mettre en place des systèmes éducatifs totalement inclusifs qui donnent aux réfugiés le même accès et les mêmes droits qu'aux enfants des pays d'accueil »*.

Dans une nouvelle note de politique éducative - L'éducation en suspens - le HCR a indiqué que seule la moitié environ des enfants réfugiés ukrainiens étaient inscrits dans les écoles des pays d'accueil, pour l'année scolaire 2022-2023. Les facteurs contribuant aux faibles taux d'inscription comprennent les barrières administratives, juridiques et linguistiques, ainsi que le manque d'informations sur les options d'éducation disponibles. Selon le porte-parole du HCR, de nombreux parents hésitent à inscrire leurs enfants dans les pays d'accueil car ils espèrent rentrer rapidement en Ukraine ou *"il y a une incertitude quant à une éventuelle réintégration dans le système éducatif ukrainien."* En outre, de nombreux pays d'asile manquent souvent d'espace physique ou d'enseignants pour accueillir davantage d'élèves, en particulier dans les États à faible revenu. *« Avec la guerre à grande échelle en cours en Ukraine, des efforts importants sont nécessaires pour éviter des dommages à long terme sur l'apprentissage, le potentiel et les perspectives des enfants »*. *« Si des mesures urgentes ne sont pas prises, des centaines de milliers d'enfants ukrainiens réfugiés continueront à ne pas avoir accès à l'éducation cette année »*. Dans ce combat pour l'éducation des enfants, des pays d'accueil, qui ont mis en œuvre de telles politiques, ont besoin d'un soutien prévisible et pluriannuel de la part des institutions financières internationales et régionales, des États à hauts revenus et du secteur privé. *« Nous ne pouvons pas attendre de ces pays aux ressources limitées qu'ils assument seuls ce défi »*. Par ailleurs, le document met en lumière le cas d'élèves réfugiés d'Afghanistan, d'Iraq et du Soudan du Sud, qui ont su surmonter les obstacles, saisir des

opportunités et faire preuve d'excellence. Il examine également plus en détail la situation en matière d'enseignement des réfugiés en âge scolaire sur le continent américain et en Ukraine.

Parmi les évolutions positives constatées au niveau mondial, on peut citer la quasi-parité entre les sexes parmi les élèves réfugiés en ce qui concerne l'accès à l'éducation dans les pays concernés (63% pour les garçons et 61% pour les filles au niveau primaire, et 36% pour les garçons et 35% pour les filles au niveau secondaire), bien que les données par pays révèlent que dans certains d'entre eux, il existe encore des écarts importants entre les sexes. Les résultats des examens nationaux démontrent également **que les élèves réfugiés excellent lorsqu'ils ont accès à une éducation de qualité.**

<https://news.un.org/fr/story/2023/09/1138342>

ASIE

LIBAN

Le chef de la **diplomatie libanaise** a appelé à **aider financièrement la Syrie**, lors d'une réunion avec ses homologues au sein de la Ligue arabe, au Caire. Depuis le mois d'août, l'armée libanaise multiplie les annonces de refoulement de **syriens** tentant de franchir clandestinement la frontière vers le Liban. Jeudi 7 septembre 2023 encore, quelque **1 200 migrants syriens ont été refoulés**, alors qu'ils tentaient d'entrer illégalement dans le pays, a annoncé l'armée libanaise. Le signe d'une "*nouvelle vague*" de migrations via "*des passages illégaux*", dénonce le Premier ministre libanais. "*Récemment, à cause de la nouvelle crise économique en Syrie, on voit qu'il y a beaucoup de Syriens qui arrivent. Maintenant, ça fait des mois. Avec la crise économique en Syrie, le dollar, c'est devenu 15 000 livres syriennes. C'est à peu près le double depuis deux mois*", explique le gouverneur de la région de Baalbek-Hermel. La crise en Syrie s'est aggravée cet été, entre inflation et baisse de subventions. L'agence des Nations unies pour les réfugiés au Liban n'est pas en mesure de confirmer l'ampleur du mouvement à la frontière. Il était jusqu'à récemment le fait d'une minorité. "*Selon nos interactions avec les réfugiés, nous savons que ces aller-retour entre le Liban et la Syrie sont rares. Ils sont dangereux*", dit la porte-parole du HCR au Liban. Des Syriens espèrent trouver un peu plus de stabilité au Liban, même si le pays du Cèdre souffre aussi durement. D'autres viennent y monter sur des barques de fortune pour rejoindre l'Europe, usés par plus de 12 ans de guerre puis de crise. Le Liban a le plus haut ratio de réfugiés par habitant au monde, selon l'agence de l'ONU, avec près de **deux millions de Syriens** sur son sol, d'après les estimations officielles (sur 7 millions d'habitants). Près de 830 000 d'entre eux sont enregistrés auprès du HCR.

AFRIQUE

CAP VERT

Le **dernier rescapé du naufrage au large du Cap-Vert**, dans lequel 63 personnes ont trouvé la mort, a **été transféré à Dakar** vendredi 1er septembre 2023. Le jeune homme n'avait pas pu regagner le Sénégal avec les 37 autres survivants du drame, rapatriés le 22 août, en raison de son état de santé. Atteint d'insuffisance rénale, il a été hospitalisé près de deux semaines à Praia, la capitale cap-verdienne, avant de pouvoir rentrer chez lui. D'après le président de l'Association des Sénégalais de Sal, "*le patient a voyagé en compagnie d'un médecin cap-verdien*" et "*poursuivra son traitement à Dakar*". "*L'ingestion d'eau de mer et d'algues*" pendant la traversée serait à l'origine de sa pathologie. Le 14 août 2023, une pirogue avait été retrouvée à 277 km de l'île de Sal, près du Cap-Vert, dans l'océan Atlantique. Partie le 10 juillet 2023 de Fass Boye, au Sénégal, avec 101 personnes à son bord, l'embarcation avait pour destination finale l'archipel espagnol des Canaries, situé à 1 700 km des côtes sénégalaises. Mais "*au bout de neuf jours, le moteur est tombé en panne, à environ 70*

km de sa destination finale" un habitant de Fass Boye qui a fait partie de la délégation sénégalaise dépêchée au Cap-Vert pour rencontrer les rescapés. L'embarcation a donc commencé à dériver vers le sud. *"Les passagers m'ont dit avoir essayé de ramer, mais sans succès. Alors ils se sont perdus"*. Après 15 jours de navigation en plein soleil et par une chaleur accablante, les exilés ont épuisé toutes leurs réserves d'eau et de nourriture. *"Le vingtième jour, ils ont attrapé une tortue et l'ont mangée. Mais évidemment ça n'a pas suffi. Les passagers sont morts les uns après les autres, de faim ou de déshydratation. Mais la plupart se sont noyés. Ils ont sauté d'eux-mêmes par-dessus bord, de désespoir"*. Après 36 jours en mer, l'embarcation a finalement été retrouvée par un navire de pêche espagnol, qui a alerté les autorités cap-verdiennes. 38 personnes ont pu être secourues dont quatre enfants de douze à seize ans, avait précisé le porte-parole l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). 7 corps sans vie ont pu être récupérés au moment du sauvetage. Mais *"en raison de leur état de décomposition et des aspects juridiques à respecter"*, ils ont été enterrés le 21 août dans un cimetière de Sal, *"en compagnie de quelques membres de leur famille"*. Arrivé au Cap-Vert, revoir ses camarades vivants a été un choc : *"Tous étaient très heureux de me voir, mais moi j'ai beaucoup pleuré. Ils étaient très maigres, et certains d'entre eux avaient perdu la tête et parlaient tout seuls"*. Deux rescapés portaient aussi d'étranges marques sur le cou. *"Certains m'ont rapporté que ces deux-là devenaient fous et que, comme d'autres avant eux, ils voulaient sauter de la pirogue... Pour qu'ils ne bougent plus, des passagers les ont donc attachés au bateau avec une corde"*. Après quelques jours au Cap-Vert, 37 rescapés ont donc été rapatriés au Sénégal. Après un bref passage à Fass Boye, ils ont été pris en charge dans différents hôpitaux de la région pour soigner leurs blessures. Un pêcheur de 30 ans, a été interné dans une clinique privée de Mboro, à moins de 30 kilomètres de Fass Boye. *"Mon fils est malade car la nourriture a manqué sur le bateau, a déploré son père. Pendant plusieurs jours, il n'a pas mangé. Il avait soif et il a bu l'eau de la mer. Donc ses pieds et ses yeux ont gonflé, il a encore des problèmes."* Aujourd'hui, le dernier rescapé rapatrié, *"va mieux"*. *"J'ai parlé à son oncle : il m'a assuré que son état s'améliorait de jour en jour"*. Malgré cette traversée cauchemardesque, certains rescapés, parmi lesquels des pêcheurs et des étudiants, espèrent tout de même reprendre la mer. *"Ils sont sans travail, sans aide. Ici, la vie est difficile"*. Malgré les dangers inhérents à cette route migratoire où aucune ONG de sauvetage n'est présente - au cours du premier semestre de 2023, 778 personnes ont perdu la vie en tentant de rejoindre les Canaries d'après l'association Caminando Fronteras - le désir de partir reste très fort pour les Sénégalais. *"Sans avenir, sans la possibilité de se construire une vie décente, ils n'ont pas d'autre option que de traverser de nouveau l'Atlantique"*.

LIBYE

Mardi 5 septembre 2023, **un Éthiopien de 21 ans est mort** sur un bout de trottoir de Tripoli, **devant les locaux libyens du Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR)**. L'annonce a été faite le jour même par Refugees in Libya qui documente le quotidien des migrants dans le pays. Sur les images, on distingue un homme à terre entouré de plusieurs personnes. Dès le lendemain, l'information a été confirmée par l'agence onusienne sur les réseaux sociaux. L'homme est décédé en pleine journée devant ses amis et une centaine de migrants, qui campent devant le HCR. Il espérait être pris en charge par l'ONU. Le parcours de ce jeune Éthiopien ressemble à celui de milliers d'autres bloqués depuis des années dans l'enfer libyen. Il est arrivé fin 2021 dans le pays et a rapidement rejoint le sit-in devant le HCR à Tripoli. À cette époque déjà, des centaines d'exilés ont fait le siège pendant des semaines pour demander leur réinstallation dans un État tiers. Mais au bout de trois mois de lutte, ils ont été violemment expulsés en janvier 2022 par les autorités libyennes on envoyés en prison. Comme certains il a réussi à s'enfuir et à échapper à la détention. Il avait *"trouvé refuge dans la communauté libyenne"*. En mars 2023, lassé d'attendre une protection du HCR, il prend la mer dans l'espoir de rejoindre l'Italie. Mais il est intercepté par les garde-côtes libyens et envoyé à la prison d'Abu Issa, dans la ville côtière de Zaouia, à l'ouest du pays. *"Au cours de sa détention, il a enduré de graves tortures, et des privations de produits de première nécessité tels que la nourriture, l'eau et les soins médicaux"*. Ces conditions de détention très dures ont provoqué une grave

malnutrition. Le jeune homme a aussi contracté la tuberculose en prison. Durant les cinq mois qu'il y a passé, son état s'est tellement détérioré qu'il a été jeté à la rue après sa libération du centre. Affaibli, il a tenté plusieurs fois de contacter le HCR pour bénéficier de soins. *"Après des heures d'attente pour une assistance médicale, Mujahid a succombé à sa maladie"*. Refugees in Libya accuse l'ONU de ne pas être intervenu pour porter secours à cet homme. De son côté, le HCR s'est dit - Twitter) *"attristé"* par la mort du jeune Éthiopien *"amené au bureau par ses amis"*. Selon l'organisation, *"le HCR a tenté de fournir une aide médicale mais malheureusement il est décédé"*. Des propos rejetés par Refugees in Libya : *"L'histoire de Mujahid n'est qu'une parmi tant d'autres de migrants et de réfugiés qui souffrent en Libye. Des institutions comme le HCR, chargé d'aider, de protéger et d'abriter des individus comme Mujahid, ont échoué dans leur mandat"*.

SENEGAL

Un patrouilleur a intercepté dans une pirogue, mercredi 6 septembre 2023, **118 personnes à 180 kilomètres au large de Saint-Louis** (nord). Les rescapés devaient être acheminés mercredi en début de soirée à Dakar. Ce genre d'opérations est désormais courante pour les autorités. Depuis le 23 août, la Marine nationale a déclaré sur les réseaux sociaux avoir intercepté plus de 1 115 candidats au départ en deux semaines. Cette fois-ci, les 118 migrants ont tous été secourus **sains et saufs**. Mais ce n'est pas toujours le cas. Ce sont de très jeunes pour la plupart, ils sont assis sur le pont du bateau. Pour le capitaine de vaisseau, ces sauvetages sont devenus quasi-quotidiens. *"C'est des opérations qui, aujourd'hui, mobilisent l'essentiel des moyens de la marine nationale vu l'ampleur du phénomène, explique-t-il. Tous les jours, il y a plusieurs patrouilleurs qui sont déployés en mer, à la recherche d'éventuelles pirogues de migrants qui sont en transit vers les Canaries"*. Une jeune Gambienne de 24 ans est l'une des trois femmes qui étaient à bord de la pirogue. Après deux jours passés en mer, elle pleure de rage d'avoir été interceptée par la marine. *"Je sais que c'est très dangereux de traverser ainsi, mais j'espérais réussir à aller au bout du voyage sans qu'on nous trouve. Mais quand ils nous ont trouvées, j'ai perdu espoir, j'ai su qu'ils allaient nous ramener"*. Samba Diaye, 18 ans, en est déjà à sa deuxième traversée clandestine. Maçon dans le sud du pays, près de la frontière gambienne, il sait déjà qu'il est prêt à recommencer : *"C'est dur, c'est dur. Tu vois ta mère, chaque fois, elle te réveille le matin, elle te regarde, chaque fois tu sais qu'elle a besoin d'argent, mais tu ne peux rien faire. Ça, c'est dur, tu préfères même mourir en mer que de revenir à des situations comme ça. C'est très dur."* Après un passage entre les mains de la police sénégalaise, la plupart de ces jeunes seront renvoyés chez eux, sauvés de la noyade pour cette fois. Mais pour combien de temps ?

Les Sénégalais qui tentent la route des Canaries voyagent à bord de modestes bateaux ou pirogues à moteur inadaptés à de telles traversées et fournis par des passeurs peu scrupuleux. Cet été, les **tentatives de traversée dans l'Atlantique depuis le Sénégal ont connu un regain d'intérêt**. Mais sur cette longue route en plein océan, les courants forts font souvent chavirer les pirogues. Aucune ONG de sauvetage n'est présente au large des côtes africaines en Atlantique. Au cours du premier semestre de 2023, 778 personnes ont perdu la vie en tentant de rejoindre les Canaries d'après l'association Caminando Fronteras. Le désir de partir reste très fort pour les Sénégalais dont le pays est miné par une crise économique et la raréfaction des ressources halieutiques. Pour empêcher ses ressortissants de quitter le pays, le gouvernement sénégalais a présenté fin juillet un plan de lutte contre l'émigration irrégulière. Celui-ci, d'une durée de 10 ans, doit passer notamment par un renforcement de l'accès à l'éducation et à la formation, un soutien à l'entrepreneuriat pour la création d'emplois, mais aussi par une meilleure gestion des frontières. Baptisé Stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière (SNLMI), il prévoit, dans le détail, des mesures de gestion des frontières, de répression contre les convoyeurs, ainsi qu'une assistance au retour et à la réinsertion des migrants. Il n'a, pour l'heure, pas porté ses fruits.

TUNISIE

Malgré la vague de racisme qui touche les Subsahariens **en Tunisie, des Soudanais**

continuent d'arriver dans le pays, notamment ceux qui fuient le conflit au Soudan. Mais la Tunisie n'ayant pas de loi sur l'asile, les exilés sont souvent livrés à eux-mêmes. À Zarzis, dans le sud de la Tunisie, une centaine de Soudanais vivent dans des conditions précaires. Ils dorment dans un chantier en bord de route. À l'extérieur, des douches et des toilettes de fortune ont été installées, ainsi que le nécessaire pour leur permettre de cuisiner. "Ils sont venus d'eux-mêmes, j'ai prévenu les autorités mais il faisait très chaud donc je ne voulais pas leur dire de partir", témoigne Ali, un habitant qui les autorise à dormir sur place. "*Il faut faire preuve d'humanité.*" Si Ali et les riverains des alentours aident bénévolement, cette situation reste très précaire pour de nombreux migrants qui ne savent pas où aller. "*Il n'y a pas d'autre solution qu'une prise en charge par les ONG, elles doivent nous aider, on ne peut pas rester comme ça*", confie l'un d'eux. De son côté, le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés a affirmé "*travailler en coordination avec les autorités tunisiennes pour leur porter assistance*".

Depuis le mois de juin, les cadavres de **54 migrants subsahariens** "*d'identité inconnue pourrissent dans la morgue de l'hôpital régional Mohamed Ben Sassi de Gabès*", sur la côte sud-est de la Tunisie, a indiqué lundi 4 septembre 2023 le député de la région Issam. La cause est le refus des municipalités alentours "*de les faire inhumer dans leurs cimetières*. Le député leur a demandé de "*résoudre ce problème*". Le ministère de l'Intérieur et le président de la République ont aussi été prévenus de la situation. Gabès est un des points de départ, en Tunisie, des tentatives de traversée de la Méditerranée pour l'Europe. Mais le golfe, caractérisé par de forts courants marins, est dangereux pour les migrants et les naufrages d'embarcations y sont réguliers. Outre les corps de migrants décédés au large de ses côtes, depuis 2020 et la signature d'un accord avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), la ville de Gabès reçoit aussi les cadavres d'exilés rejetés par la mer sur une partie de la côte sud-est. En juillet 2019, la morgue de l'hôpital avaient reçu 84 corps, pour une capacité de 30 maximum. Ces derniers étaient entassés à même le sol, dans le sous-sol de l'hôpital. Après une expertise médico-légale et un prélèvement ADN à des fins d'identification, les corps ne quittaient la morgue qu'une fois un lieu d'inhumation trouvé. "*Une tâche compliquée*", avait confié le gouverneur de Gabès, des représentants locaux de la société civile ayant refusé que ces migrants soient enterrés dans les cimetières municipaux. Une fois passés par la morgue de l'hôpital, une partie des cadavres sont tout de même conduits au cimetière municipal de Gabès. En février 2020, une dizaine de leurs tombes avaient été profanées. "*Un acte criminel barbare*" et "*un viol des droits et des valeurs d'humanité*", avaient déploré la Ligue tunisienne des droits de l'Homme. La morgue de Gabès n'est pas la seule dans cette situation. Celle de Sfax alerte régulièrement sur la saturation de ses locaux. En mars dernier, le site comptait 70 corps de migrants pour une capacité totale de 35 places. À quelques kilomètres de là, à Zarzis, ce sont les cimetières qui sont pleins. Les deux lieux de sépulture réservés aux exilés sont remplis de cadavres. Ils compte à eux deux environ 1 000 corps.

Mardi 12 septembre 2023, une embarcation a chaviré après son départ de la côte de Sfax, dans le centre-est de la Tunisie. **Une femme et trois enfants ont péri noyés dans le naufrage et 21 personnes**, toutes tunisiennes, ont pu être secourues par les garde-côtes. Les départs depuis la Tunisie à destination de l'Italie se sont multipliés cet été, et ont pris encore de l'ampleur ces derniers jours. Pour la seule journée de **mardi, plus de 5 000 exilés**, répartis sur une centaine de canots, sont arrivés à Lampedusa.

AMERIQUE

HONDURAS

248 061 personnes ont traversé le pays de manière irrégulière entre le 1er janvier et le 30 août 2023, d'après la Commission nationale des droits de l'homme (Conadeh). « *Si le rythme continue, le nombre de migrants traversant le Honduras aura doublé par rapport à 2022* », alerte la Commission nationale des droits de l'homme. La plupart de ces migrants arrivent par la ville de

Danli, à l'est du pays, souvent sans rien et demandent de l'aide aux autorités honduriennes. Sur ces 250 000 migrants qui traversent le Honduras, plus de 100 000 sont Vénézuéliens, d'autres viennent du Nicaragua, d'Haïti, de Cuba, ou encore de pays d'Asie ou d'Afrique. Le Honduras n'est pas le seul pays à connaître une crise migratoire : le Panama voit aussi un chiffre record de migrants traverser ses frontières, notamment *via* la jungle du Darien. Le nombre de personnes ayant traversé depuis le début de l'année dépasse déjà le total de toute l'année 2022. Ces migrants recherchent avant tout de meilleures conditions de vie, fuyant la situation de leur pays. Notamment la **violence des gangs, les extorsions de fonds, le recrutement par les clans ou la prostitution**, ainsi que les violences sexuelles et sexistes. La plupart, attirés par le « *rêve américain* », tentent de se rendre aux États-Unis malgré le coût financier, malgré les menaces et les dangers de la part d'organisations criminelles et de passeurs sur cette longue route de l'exil.

MEXIQUE

Un tribunal fédéral américain a donné mercredi 7 septembre 2023 au gouverneur du Texas, neuf jours pour démanteler la barrière flottante qu'il a fait installer en juillet sur le Rio Grande afin **d'empêcher les traversées de migrants en provenance du Mexique**. Le tribunal fédéral siégeant à Austin, capitale de cet État du sud des États-Unis, s'est rangé aux arguments du gouvernement qui réclamait la suspension de la réalisation de cet ouvrage. **Le gouverneur républicain du Texas a aussitôt annoncé qu'il faisait appel de cette décision**. Le tribunal a interdit aux autorités de l'État et à toute entité travaillant à leur service de « *construire ou d'ajouter quelque bouée, barrage ou structure de quelque type que ce soit sur le Rio Grande* », en attendant une décision sur le fond d'une juridiction supérieure. Il leur ordonne en outre de « *repositionner d'ici le 15 septembre* » tous les éléments déjà existants composant cette barrière flottante « *sur la rive du Rio Grande côté Texas* ». Le juge motive sa décision par les « *dommages causés par la barrière flottante* », citant « *les énormes tensions qu'elle a provoquées sur les relations américano-mexicaines* », ainsi que « *les menaces pour la vie humaine et l'obstruction à la navigation libre et sûre* ». Il estime également « *probable* » que le jugement au fond soit favorable au gouvernement fédéral. Le ministère de la Justice à Washington a souligné que ces bouées représentaient un problème humanitaire et diplomatique, car elles vont à l'encontre des traités frontaliers conclus avec le Mexique. « *Nous sommes satisfaits que le tribunal ait jugé que la barrière était illégale et mettait irrémédiablement en danger les relations diplomatiques, la sécurité publique, la navigation et les opérations des agents fédéraux sur et autour du Rio Grande* », a réagi la procureure fédérale. Depuis plusieurs années, des élus de droite, dénoncent les arrivées d'immigrés clandestins qu'ils qualifient d'« *invasion* ». Mais l'administration du président démocrate Joe Biden assure que le nombre de traversées illégales a dégringolé depuis l'introduction de nouvelles règles concernant le droit d'asile.

<https://www.ouest-france.fr/monde/mexique/etats-unis-un-tribunal-federal-somme-le-texas-de-demanteler-sa-barriere-flottante-anti-migrants-947b9154-9c58-44b9-b85a-a27068580bef>

PANAMA -COLOMBIE

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme ([HCDH](#)), plus de 330.000 personnes ont franchi la brèche du Darien depuis le début de l'année. Il s'agit du chiffre annuel le plus élevé jamais enregistré. Une personne sur cinq était un enfant. « *À titre de comparaison, on estime qu'environ 248.000 personnes ont traversé cette région au cours de l'année 2022* », a déclaré la porte-parole du HCDH, ajoutant les multiples abus dont sont exposés les migrants et les réfugiés au cours de leur voyage. Il s'agit notamment des violences sexuelles, qui représentent un risque particulier pour les enfants, les femmes, les personnes LGBTI et les personnes handicapées. Il y a également des meurtres, des disparitions, des trafics, des vols et des intimidations de la part de groupes criminels organisés. Comme pour aggraver les choses, l'attention humanitaire limitée, tant au Panama qu'au Costa Rica, aggrave les conditions de vie précaires et augmente la vulnérabilité des populations. « *Les risques sont d'autant plus grands que la traversée de cette jungle, de quelque 575.000 hectares, est périlleuse* ». Pendant la saison sèche, les migrants et les réfugiés marchent en

moyenne de quatre à sept jours pour traverser la trouée du Darien. Pendant la saison des pluies, qui dure neuf mois, cela peut prendre jusqu'à dix jours. Sur place, le gouvernement du Panama a construit, avec le soutien de la communauté internationale, deux centres d'accueil pour les migrants dans la province de Darien et un autre à la frontière avec le Costa Rica, afin de fournir des abris, de la nourriture, des soins de santé, de l'eau et des installations sanitaires. Cependant, le grand nombre de personnes en mouvement a mis à rude épreuve la capacité des autorités panaméennes sur le terrain à continuer à fournir une protection et à répondre aux besoins humanitaires des réfugiés et des migrants. « *Nous comprenons les défis et reconnaissons les efforts du Costa Rica et du Panama pour répondre aux besoins humanitaires des personnes dans le contexte d'importants mouvements mixtes aux frontières* », a fait valoir la porte-parole du HCDH, tout en plaidant pour une gouvernance des frontières conforme au droit international et aux normes internationales. « *Nous rappelons également la nécessité d'éviter les récits discriminatoires et anti-migrants* ». Les services du Haut-Commissaire demandent également à la communauté internationale de renforcer son soutien aux États des Amériques pour combler ces lacunes en matière de protection. « *Nous encourageons en outre les États de la région à s'attaquer aux facteurs structurels qui obligent les gens à quitter leur foyer et à entreprendre des voyages périlleux en quête de sécurité et d'une vie plus digne pour eux et leur famille* ».

USA

« Jamais dans ma vie je n'avais été confronté à un problème dont je ne voyais pas la fin, je ne vois pas la fin de celui-ci. Ce problème va détruire New York City », a assuré le maire de New York, mercredi 6 septembre 2023, dans un débat public. Par ses propos, l'élu vise la crise migratoire, alors que New York « **reçoit plus de 10 000 nouveaux migrants économiques et demandeurs d'asile par mois** ». Plus de 110 000 migrants sont arrivés à New York en un an et demi. Depuis des mois, il critique le président démocrate des États-Unis, Joe Biden, et la gouverneure de l'État de New York, elle aussi démocrate, pour ne pas avoir aidé la ville à gérer cette crise migratoire. Il réclame également des moyens financiers supplémentaires. Les propos du maire de New York, ancien policier et lui-même démocrate, ont été fortement critiqués par des associations défendant les droits des migrants. La New York Immigration Coalition l'a accusé de « **rejeter la responsabilité de la mauvaise gestion des nouveaux arrivants [...] sur les personnes vulnérables en quête de sécurité et d'opportunité** ». Les associations Coalition for the Homeless et Legal Aid Society ont déclaré que « ce discours dangereux (était) quelque chose que l'on attendrait de la part d'un homme politique d'extrême droite ».

<https://www.ouest-france.fr/monde/etats-unis/new-york/aux-etats-unis-le-maire-de-new-york-estime-que-la-crise-migratoire-va-detruire-la-ville-3c7c3b5e-4e10-11ee-9d27-4e6fbe410df9>

Le permis de conduire pour tous, c'est le nom de cette nouvelle loi du Minnesota. C'était aussi le slogan des organisations de défense des sans-papiers qui l'attendaient depuis des années : « *Cette mesure nous rend notre dignité d'êtres humains* », a réagi le directeur de l'une d'entre elle lors de la cérémonie de signature de loi mardi 5 septembre 2023 par le gouverneur démocrate. Dans cet État libéral du Midwest, les sans-papiers n'avaient plus le droit de passer leur permis depuis 2003 : des restrictions imposées pour des raisons sécuritaires après les attentats du 11 septembre. Sa levée s'inscrit donc dans une **logique pro immigration**, mais aussi de sécurité routière. Car selon les autorités, **80 000 personnes sans papiers conduisent actuellement sans permis** et de ce fait sans assurance, et souvent sans formation. À partir du 1er octobre 2023, tous vont pouvoir passer leur permis de conduire en toute légalité. Il n'est plus nécessaire **dans le Minnesota d'être en situation régulière sur le territoire américain pour le faire**. Il n'est d'ailleurs pas même nécessaire de maîtriser l'anglais. Les autorités du Minnesota permettent de le **passer dans une dizaine de langues** étrangères, dont l'espagnol bien sûr, mais aussi le somali, le russe ou encore le vietnamien.

<https://www.rfi.fr/am%C3%A9riques/20230911-une-nouvelle-loi-du-minnesota-permet-aux-immigr%C3%A9s-sans-papier-de-passer-leur-permis-de-conduire>